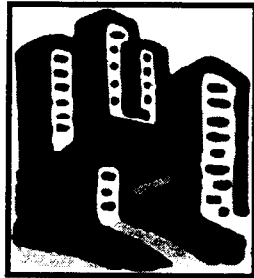


Initiative de programme

L'agriculture urbaine

**Résumé de programme
1997- 2000**

par le
CRDI
1998



**Série Agriculture urbaine
Rapport 22**

This document is also available in English

ARCHIVE
6312
L-32
nanot

ÉQUIPE DE L'INITIATIVE DE PROGRAMME

Membres permanents

Naser Faruqui
(Chef d'équipe) Luc Mougeot
Ola Smith
BrendaLee Wilson
Alice Hovorka

CONDENSÉ

L'agriculture urbaine (AU) a pour objet de produire, de conditionner et de commercialiser des produits alimentaires et d'autres produits dans les milieux urbains et périurbains, en ayant recours à des méthodes de production intensives et en utilisant ou réutilisant les ressources naturelles et les déchets urbains. Étant donné l'urbanisation massive que connaît le monde en développement, 56 % des personnes qui vivent dans la pauvreté absolue dans le monde vivront en milieu urbain d'ici deux ans. Les hommes et les femmes pauvres qui pratiquent l'AU le font pour accroître la sécurité alimentaire de leur ménage et pour en tirer un revenu. L'AU peut également jouer un rôle important dans la protection de l'environnement et l'hygiène publique, car elle contribue au traitement, à la réutilisation et à la gestion des eaux usées et des déchets solides urbains.

Les personnes qui pratiquent l'AU font souvent face à d'importantes contraintes, par exemple un accès limité ou précaire aux ressources et des politiques locales adverses. En dépit de telles contraintes, on estime que 800 millions de personnes dans le monde pratiquent l'AU à temps plein ou à temps partiel. La production alimentaire autonome en milieu urbain, établie de longue date en Asie, a récemment connu une expansion énorme en Afrique et en Amérique latine. Selon les indications, on pense que l'AU vient compléter l'agriculture rurale et accroître l'efficacité des disponibilités alimentaires nationales. La contribution de l'AU à la production alimentaire à l'échelle mondiale, qui était de 15 % en 1993, devrait passer à 33 % en 2005.

Les possibilités de l'AU comme composante des stratégies de développement urbain suscitent de plus en plus d'intérêt. Cependant, un fossé se creuse rapidement entre les demandes des pouvoirs publics et des organismes qui veulent des conseils en matière d'AU et les capacités des experts et des institutions qui s'y connaissent en AU. Grâce à la démarche que le CRDI a adoptée en matière de recherche en faveur du développement dans les domaines de l'AU, le Centre est devenu un chef de file dans ce domaine, par sa profonde compréhension des systèmes alimentaires urbains dans les PD et l'influence qu'il exerce sur les activités de recherche en agriculture urbaine à l'échelle mondiale.

Le but de l'initiative de programme d'Agriculture urbaine (IPAU) est d'appuyer la recherche en faveur du développement visant à éliminer les obstacles et à renforcer les possibilités d'intervention dans le domaine de l'AU afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, la création de revenus, l'hygiène publique ainsi que la gestion des déchets et des sols. Le programme a trois objectifs précis :

- renforcer les capacités locales de recherche et recueillir de l'information sur l'AU au niveau des ménages et des collectivités, pour que les villes puissent formuler et mettre en œuvre des options stratégiques et technologiques qui profiteront surtout aux citoyens pauvres;
- mobiliser et renforcer les capacités régionales en vue du partage d'expériences en matière d'AU, définir les obstacles stratégiques et technologiques communs, ainsi que partager et adapter des solutions par le biais de la formation et du réseautage;
- influencer les gouvernements, les décideurs et les organismes internationaux pour les amener à intégrer de fait l'AU à leurs programmes de développement.

L'IPAU appuiera des recherches dans les villes, de concert avec des chercheurs au sein d'institutions nationales, d'organisations non gouvernementales et d'organisations communautaires. Les trois principaux domaines de recherche de l'IP sont les suivants : systèmes de production intensive adaptés à l'espace dont disposent les exploitants agricoles urbains à faible revenu; utilisation sûre et abordable des déchets organiques par les exploitants agricoles urbains de petite échelle afin de réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement; et instruments stratégiques qui favorisent l'exploitation agricole urbaine chez les personnes à faible revenu.

L'IPAU sera mise en œuvre par divers moyens, soit la recherche directe, le réseautage, l'établissement de partenariats à l'échelle mondiale, la diffusion et les publications, l'élaboration de programmes, des évaluations de l'extérieur et l'expansion des ressources. L'IPAU appuiera l'analyse des rôles masculins et féminins pour recueillir de l'information et élaborer des outils analytiques qui permettront de mieux décrire et de mieux comprendre les variations du rôle des hommes et des femmes selon des contextes particuliers. Le réseautage et la connectivité, qui sont des éléments essentiels de la stratégie de l'IPAU, font l'objet de travaux de développement au niveau régional et au niveau mondial. L'IP sera mise en œuvre en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Le présent prospectus vise trois exercices financiers à partir de 1997-1998. L'affectation de l'An 1 est de 1,2 million de dollars. Les besoins financiers sont de 1,2 million de dollars pour l'An 2 (1998-1999) et de 2 millions de dollars pour l'An 3 (1999-2000).

STRUCTURE DE L'INITIATIVE DE PROGRAMME AGRICULTURE URBAINE

BUT

Appuyer la recherche-développement visant à éliminer les obstacles et à renforcer les possibilités d'intervention dans le domaine de l'AU afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, la création de revenus, l'hygiène publique ainsi que la gestion des déchets et des sols, au profit des citoyens pauvres.

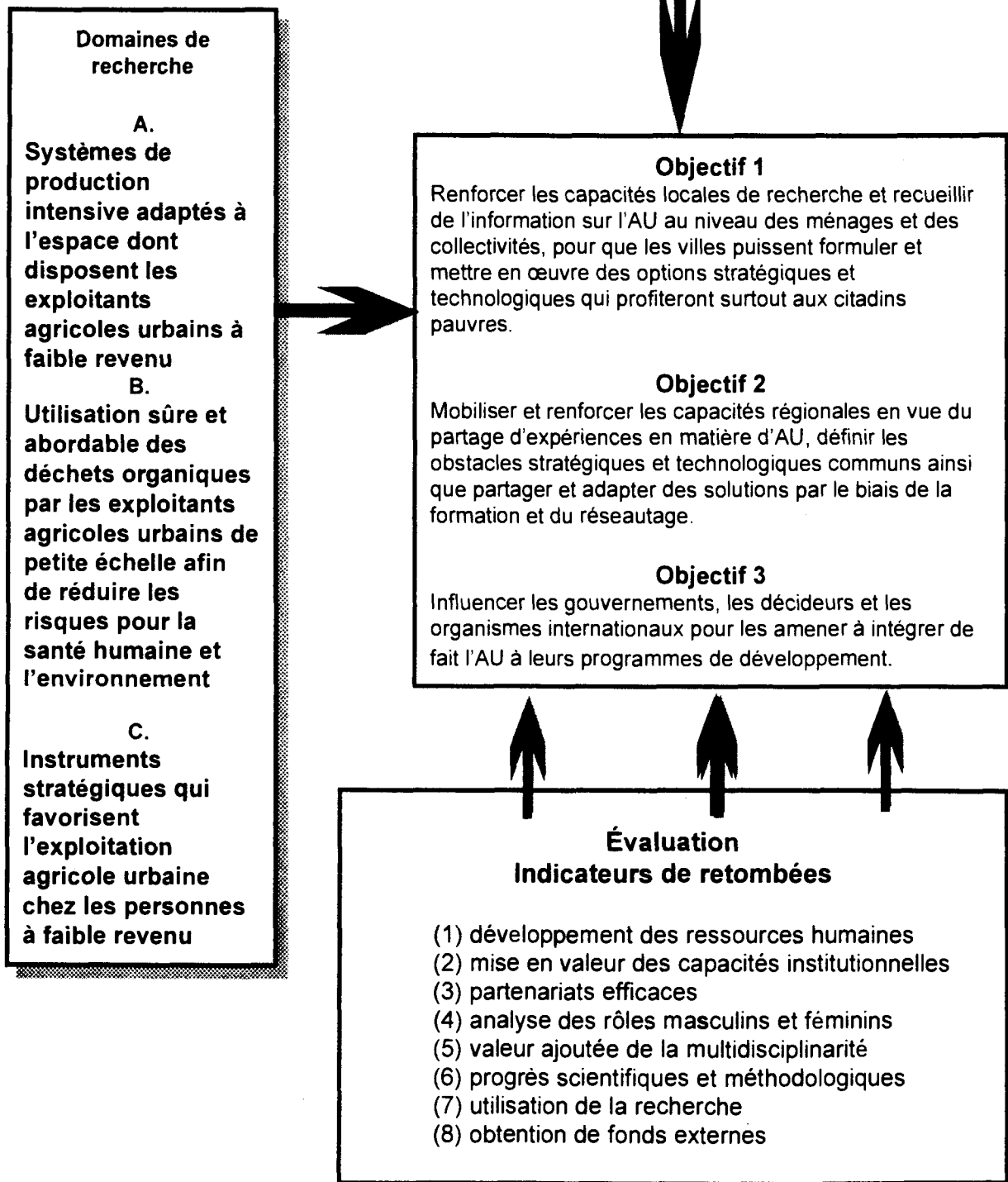


TABLE DES MATIÈRES

Équipe de l'initiative de programme

Condensé

Structure de l'Initiative de programme de l'agriculture urbaine

Table des matières

Sigles

1. PROBLÉMATIQUE ET ÉNONCÉ DE MANDAT

- 1.1 Mission
- 1.2 Problématique du développement
- 1.3 Un rôle pour l'initiative de programme d'Agriculture urbaine
- 1.4 L'avantage comparatif du CRDI

2. BUT ET OBJECTIFS

- 2.1 But
- 2.2 Objectifs

3. STRATÉGIE DE PROGRAMME

- 3.1 Activités
- 3.2 Domaines de recherche
- 3.3 Portée
- 3.4 Multidisciplinarité
- 3.5 Partenariats canadiens
- 3.6 Rôles masculins et féminins
- 3.7 Réseautage et connectivité

4. PLAN D'ACTION

- 4.1 Aperçu
- 4.2 Sommaire des activités : 1997-2000
- 4.3 Détail du Programme des travaux et budget

5. COMMUNICATION ET DIFFUSION

Annexe 1: Membres du Support Group on Urban agriculture (SGUA)

Annexe 2: Bibliographie sommaire

Annexe 3: Rapports et publications issus des projets de l'IPAU

Annexe 4: Rapports de l'initiative de programme Agriculture urbaine

Annexe 5: Réunion de consultation sur le prospectus de l'IPAU, Nairobi (Kenya)

Octobre 1997

SIGLES

ACDI	Agence canadienne de développement international	IP	Initiative de programme (CRDI)
ACEA	Association canadienne des études africaines	IPAU	Initiative de programme Agriculture urbaine (CRDI)
AGUILA	Réseau latino-américain de recherche en agriculture urbaine	IPCPR	Initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction (CRDI)
ALC	Amérique latine et Caraïbes	LAUHN	Réseau hydrogéologique urbain d'Amérique latine
AP	Administrateur de programme (CRDI)	MINGA	Solutions de rechange pour la gestion des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes
ASR	Activité de soutien de la recherche (CRDI)	NRI	Natural Resources International (Royaume-Uni)
ATSAF	Conseil de recherche agricole tropicale et subtropicale (Allemagne)	OC	Organisation communautaire
AU	Agriculture urbaine	ODA	Overseas Development Administration (Royaume-Uni)
BM	Banque mondiale	OG	Organisation gouvernementale
CATIE	Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza Superior	ONG	Organisation non gouvernementale
CE+DAP-INIA	Centro de Estudios y de Desarrollo Agrario del Perú-Instituto Nacional de Investigaciones Agrícolas	OPS	Organisation panaméricaine de la santé
CEDAL-AL	Centre études développement Amérique Latine	OSC	Organisme de la société civile
CEPIS	Centro Panamericano de Ingeniería Sanitaria y Ciencias del Ambiente	PACS	Protocole d'accord fixant les conditions de la subvention
CLADES	Centro Latinoamericano Documentación Económica Social	PD	Pays en développement
CG	Conseil des gouverneurs du CRDI	PI	Programme institutionnel (CRDI)
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT)	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CRDLA	Centre de recherche et de développement sur les légumes en Asie	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
CREAMOS	Centro Regional de Acción Ambiental y Organización Social	PRFEE-ASE	Programme de recherche et de formation en économie de l'environnement pour l'Asie du Sud Est (CRDI)
DGIS	Direction générale de la coopération internationale (Pays-Bas)	REPDISCA	Red Panamerica Información Salud Ambiental
ENDA	Environnement et Développement	RRAPD	Réseau radiophonique agricole des pays en développement
ETC	ETC Pays-Bas	SGUA	Support Group for Urban Agriculture
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	TIC	Technologies de l'information et des communications
FORO	Latin American Forum	TUAN	Réseau d'agriculture urbaine
GCRAI	Groupe consultatif de la recherche agricole internationale	UBC	Université de la Colombie-Britannique, Canada
GCRN	Gestion communautaire des ressources naturelles (CRDI)	UE	Union européenne
GFUA	Global Facility for Urban Agriculture	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GTZ	Office allemand de coopération technique	UNU	Université des Nations Unies
IGTE	Initiative des gens, des terres et de l'eau (CRDI)	UQAM	Université du Québec à Montréal
IIRPA	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	UWM	Urban Water Management (activité exploratoire du CRDI)
ILEIA	Centre d'information sur l'agriculture à faibles intrants externes et durable	WASTE	Programme d'experts-conseils en gestion des déchets urbains, Pays-Bas
		WRI	World Resources Institute

1. PROBLÉMATIQUE ET ÉNONCÉ DE MANDAT

«Une agriculture urbaine reconnue et favorisée par les pouvoirs publics pourrait devenir un élément important du développement de la ville et augmenter la quantité d'aliments dont disposent les citoyens pauvres. Une telle initiative devrait avoir pour principaux objectifs d'améliorer la nutrition et la santé des pauvres, d'alléger leurs budgets familiaux (dont 50 à 70 pour cent sont en général absorbés par l'alimentation), leur permettre de se faire des revenus supplémentaires et de trouver des emplois. L'agriculture urbaine peut aussi contribuer à fournir des produits plus frais et meilleur marché, à augmenter les superficies d'espaces verts, à faire disparaître les dépotoirs et à recycler les ordures ménagères.»

Source : Commission mondiale sur l'environnement et le développement,
Notre avenir à tous, 1987, p. 304-305.

1.1 Mission

L'initiative de programme d'Agriculture urbaine (IPAU) appuie des travaux de recherche en faveur du développement, fournit des conseils stratégiques et diffuse de l'information pour la mise en place de systèmes d'agriculture urbaine durable comme outil d'amélioration de la qualité de la vie des citoyens pauvres.

1.2 Problématique du développement

L'agriculture urbaine (AU) est une activité qui a pour objet de produire, de conditionner et de commercialiser des produits alimentaires et d'autres produits, sur le sol et sur l'eau, dans les régions urbaines et périurbaines¹, en ayant recours à des méthodes de production intensive et en utilisant ou en réutilisant les ressources naturelles et les déchets urbains. Les produits alimentaires comprennent notamment, mais non exclusivement, les fruits et légumes, le bétail,

¹À moins d'indication contraire, l'expression *agriculture urbaine* englobe l'agriculture à la fois urbaine et périurbaine tout au long du document. L'agriculture périurbaine est celle qui se pratique à l'extérieur des limites de la ville, mais qui peut quand même approvisionner celle-ci quotidiennement en produits frais et périssables.

la volaille et le poisson. D'autres produits de l'AU sont également des sources de revenu, par exemple les arbres et les arbustes, les fleurs et les plantes ornementales².

Selon le Réseau d'Agriculture urbaine (TUAN), quelque 800 millions de personnes pratiquent désormais l'AU à l'échelle mondiale; de ce nombre, 200 millions commercialisent leur production et 150 millions sont employées à temps plein. Dans les villes examinées dans le cadre des projets du CRDI, la production alimentaire urbaine est déjà une source importante d'emplois, d'utilisation des sols et d'approvisionnement en nourriture. La valeur annuelle au détail des cultures et des produits de l'AU dans une seule ville, par exemple Das es Salaam en 1991, peut atteindre 50 millions de dollars. Les effets multiplicateurs de l'AU, autant en aval qu'en amont, n'ont pas été quantifiés. Conformément à des projections jusqu'à l'an 2005 commandées par le CRDI, l'AU devrait continuer de prendre de l'expansion partout dans le monde pendant de nombreuses décennies encore. Entre 1993 et 2005, la part de la production alimentaire mondiale que représente l'agriculture urbaine pourrait passer de 15 % à 33 % et sa part des légumes, de la viande, du poisson et des produits laitiers consommés dans les villes, de 33 % à 50 %; de plus, le nombre d'agriculteurs urbains dont la production est écoulee sur le marché pourrait passer de 200 millions à 400 millions (IPAU, Rapport 18). La majorité des agriculteurs urbains sont des hommes et des femmes pauvres qui cultivent des produits alimentaires sur de petites parcelles de terrain dont ils ne sont pas propriétaires, et qui n'ont pratiquement aucun soutien ni aucune protection.

Il y a deux grandes forces d'impulsion qui poussent les citoyens pauvres à pratiquer l'agriculture urbaine : la sécurité alimentaire et la création de revenus.

Par sécurité alimentaire, on entend le fait d'avoir accès en tout temps aux aliments nécessaires à une vie saine (Von Braun, 1993). Une insécurité alimentaire prononcée attribuable à la pauvreté se traduit par la malnutrition, et dans la foulée de l'urbanisation massive à laquelle on assiste actuellement dans le monde en développement, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont devenues des problèmes urbains aussi bien que ruraux. La pauvreté est un phénomène de plus en plus fréquemment urbain. En 1988, environ 25 % des personnes vivant dans la pauvreté absolue dans le monde en développement habitaient des régions urbaines. D'ici l'an 2000, cette proportion sera passée à 56 % (WRI, 1996, p. 12). En Amérique latine, dès 1986, les pauvres étaient déjà plus nombreux à vivre à la ville qu'à la campagne et ils pourraient représenter jusqu'à 47 % de la population urbaine de la région d'ici l'an 2000 (Izquierdo, 1997). Selon des études de l'UNICEF, la malnutrition attribuable à un apport alimentaire inadéquat est parfois plus élevée dans les bidonvilles urbains que dans les régions rurales (Immink, 1994).

Les villes s'approvisionnent en nourriture auprès de diverses sources (rurales et urbaines) nationales et étrangères. Les difficultés auxquelles font face les citoyens pauvres lorsqu'il s'agit d'obtenir des produits alimentaires sains en quantité suffisante de l'agriculture rurale traditionnelle sont aggravées par les politiques nationales et la mondialisation. De toute évidence, certaines des politiques nationales sont une réaction aux forces de la mondialisation, qui peuvent dicter les options de l'AU, tant du côté de l'offre que de celui de la demande.

²La définition de l'AU utilisée dans le cadre de l'IPAU s'inspire de celle de Smith et coll., 1996, p. 3.

Du côté de l'offre, les choix en matière de cultures rurales et les réseaux de distribution peuvent être dictés dans une grande mesure par des politiques agricoles axées sur l'exportation. L'élimination des subventions aux prix peut exacerber les fluctuations saisonnières des prix, et le coût élevé des transactions peut empêcher les producteurs ruraux d'approvisionner des marchés urbains de première importance. Lorsque des aliments de grande qualité sont produits, ils peuvent n'être offerts sur le marché intérieur que pendant une brève période de l'année. Il se peut également que les surplus soient moins importants et moins diversifiés sur le plan nutritif et qu'ils soient vendus à l'élite locale à des prix d'exportation. En fait, certains pays en développement importent (souvent à des prix de dumping) des surplus de produits de base du Nord, qui sont des sources de calories et de protéines de qualité inférieure et qui sont étrangers aux régimes alimentaires locaux.

Du côté de la demande, à cause de l'effort combiné de divers facteurs comme la dévaluation des devises, l'inflation, les disparitions d'emploi et l'élimination des subventions pour les besoins fondamentaux, il est plus difficile pour les citoyens pauvres et les membres de la classe moyenne de se procurer des produits alimentaires sains. En 1990, dans près de la moitié des plus grands centres urbains des PD, les ménages consacraient de 50 à 80 % de leur revenu à l'alimentation. Ces pourcentages, qui sont encore plus élevés pour les ménages à faible revenu, vont croissant. Et même à ces niveaux de dépenses, les besoins alimentaires quotidiens des citoyens pauvres ne sont pas satisfaits. Les femmes en sont particulièrement touchées et leur capacité de s'acquitter adéquatement de leurs rôles multiples en matière de sécurité alimentaire peut être renforcée si elles pratiquent l'AU. De plus, la capacité de réussir à contribuer au bien-être du ménage et à sa sécurité alimentaire facilite l'auto-amélioration et la responsabilisation chez les citoyens pauvres.

Devant des disponibilités alimentaires inadéquates, incertaines ou inabordables, la production alimentaire autonome en milieu urbain, établie de longue date en Asie, a récemment connu une expansion énorme en Afrique et en Amérique latine. On trouvera un examen exhaustif de l'agriculture urbaine, reposant sur des sondages dans 90 villes de 31 pays en 1991 et en 1995, dans un livre commandé au TUAN (Réseau d'agriculture urbaine) par le PNUD. L'ouvrage, qui a fait l'objet d'un examen par des spécialistes de disciplines connexes du CRDI, a été déposé au sommet Habitat II de 1996 (voir le renvoi 2). Selon des données tirées de ces études :

- L'agriculture urbaine se pratique généralement sur des parcelles plus petites et plus dispersées qu'en milieu rural; elle utilise le sol et l'eau de façon plus efficace; elle est plus intégrée; et elle donne des rendements plus élevés et des cultures plus spécialisées;
- Elle contribue à la santé nutritionnelle à long terme des enfants des ménages agricoles pauvres; de plus, dans les endroits où elle est pratiquée, l'aide alimentaire n'est plus nécessaire.

La deuxième grande force d'impulsion derrière l'AU est la création de revenus. En produisant leur propre nourriture, les exploitants agricoles épargnent l'argent qu'ils auraient consacré à acheter des aliments. Les hommes et les femmes pauvres utilisent le revenu tiré de la vente de produits comme le lait, les légumes, les œufs et les plantes ornementales pour satisfaire d'autres besoins humains fondamentaux. En d'autres mots, l'AU pourrait apporter une contribution significative aux initiatives municipales, régionales et nationales visant à lutter

contre la pauvreté. Elle peut être une composante intégrante de stratégies de revenu et d'emploi reposant sur la création de petites entreprises du secteur privé pour combattre la pauvreté. Des études montrent que les économies réalisées au chapitre de la consommation domestique et les produits de la vente sont consacrés à la satisfaction d'autres besoins fondamentaux ou investis dans d'autres entreprises. C'est là un facteur important pour les femmes pauvres, qui doivent souvent jongler avec les maigres finances du ménage et faire face à des contraintes budgétaires qui les poussent à accroître leurs activités créatrices de revenus, parallèlement à leurs autres tâches de production et de procréation. Au-delà de la création des revenus, l'AU est un outil que les décideurs peuvent utiliser pour cerner des éléments particuliers de la pauvreté, par exemple la surreprésentation des femmes et des membres des minorités ethniques parmi les citoyens pauvres.

Si l'insécurité alimentaire et les faibles revenus sont des forces d'impulsion de l'AU, l'amélioration de l'environnement et de la santé humaine en sont des produits secondaires. Les décideurs profitent de cet avantage éventuel de l'AU pour renforcer les politiques relatives à l'environnement et à l'urbanisme. La production d'arbres, d'arbustes, de fleurs et de plantes ornementales peut embellir une ville, en rafraîchir le climat et absorber la pollution de l'air et les odeurs. Mais le lien le plus significatif entre l'AU d'une part et la santé de l'environnement et l'hygiène publique d'autre part tient à la gestion des déchets.

La plupart des grandes villes dans les pays en développement font déjà face à une crise environnementale. Chaque année, 5,2 millions de personnes, dont 4 millions d'enfants, la plupart dans les grandes villes, meurent de maladies attribuables à l'élimination improprie des eaux usées et des déchets solides. La production de déchets urbains s'accroît à des rythmes encore plus rapides que les populations urbaines. D'ici l'an 2025, elle aura quadruplé (Keating, 1993). Des systèmes de collecte et d'élimination des déchets centralisés, coûteux et à forte concentration de capital sont inadaptés au rythme et à la nature actuels de la croissance démographique et de la production de déchets dans les PD. En fait, si de nouvelles solutions ne sont pas trouvées pour la gestion des déchets, la poussée de peste pulmonaire que l'Inde a connue en 1996 et l'épidémie de choléra qui s'est manifestée en Amérique latine plus tôt au début de la décennie ne seront peut-être que les premières vagues d'une explosion de maladies urbaines. Une AU soutenable offre des possibilités prometteuses pour régler le problème des déchets urbains, à la fois comme moyen d'utilisation finale des déchets et comme technique de traitement. Par exemple, les déchets humains peuvent être transformés en compost, les eaux usées domestiques peuvent être utilisées sans danger pour irriguer de nombreuses cultures et l'aquaculture peut stabiliser les fumiers. La participation des femmes à l'AU contribue particulièrement à l'amélioration de la santé humaine et de l'environnement urbain, puisqu'elles font office de gestionnaires des ressources humaines dans de nombreux contextes urbains.

Lorsque l'AU est pratiquée dans des circonstances imparfaites, ses avantages ne se manifestent pas toujours. En fait, de mauvaises pratiques d'AU peuvent exacerber les problèmes pour la santé humaine et l'environnement, par exemple en cas de consommation directe, par les humains, de légumes à feuilles alimentaires qui ont été irrigués par des eaux usées non traitées. Le défi consiste donc à favoriser une AU qui soit profitable plutôt que dommage pour l'environnement, et à convaincre les municipalités de ces avantages. L'AU s'adapte bien au développement et à la planification des villes; ses formes qui exigent moins d'espace mais plus de capitaux survivent dans le cœur des villes, tandis que ses formes qui

exigent plus d'espace se retrouvent dans les quartiers moins centraux; tous ces facteurs sont positifs.

Même si les avantages de l'AU sont importants, les hommes et les femmes pauvres éprouvent souvent de la difficulté à la pratiquer dans de nombreuses villes. L'AU est fréquemment interdite par la loi. Même si la pratique en soi n'est pas interdite, il peut arriver que les pauvres exploitent des ressources comme le sol qui ne leur appartient pas ou qu'ils n'ont pas légalement le droit d'utiliser. Les agriculteurs urbains vivent peut-être sous le stress constant de voir leurs produits détruits ou volés; ils peuvent être expulsés de la terre ou se voir interdire l'accès à l'eau. En général, les agriculteurs en milieu rural reçoivent davantage de soutien juridique, financier et technique. Ces pressions, qui s'ajoutent à la perte des aliments et du revenu, peuvent donner lieu à des pratiques dangereuses et à l'impossibilité d'exploiter des ressources inutilisées comme les sols et les déchets urbains.

Tout semble montrer que l'AU est un complément de l'agriculture rurale et qu'elle permet d'accroître l'efficacité des disponibilités alimentaires nationales de diverses façons (Smit, Ratta et Nasr, 1996) :

- elle fournit des produits que l'agriculture rurale ne peut fournir aussi bien, par exemple des produits périssables, des cultures d'exportation qui ont besoin d'être livrées rapidement après les récoltes;
- elle peut se substituer aux aliments importés pour consommation urbaine et ainsi permettre de réaliser des économies sur les devises étrangères;
- elle permet de libérer de bonnes terres agricoles rurales qui seront exploitées aux fins d'une production axée sur l'exportation;
- elle peut réduire les pressions qui s'exercent en faveur de l'exploitation de nouvelles terres rurales, et atténuer le stress qui s'exerce sur les terres rurales peu productives.

1.3 Un rôle pour l'initiative de programme d'Agriculture urbaine

Compte tenu des leçons tirées des projets d'AU déjà financés par le CRDI et des connaissances de nos partenaires de l'extérieur, la stratégie de l'IPAU repose sur les éléments suivants :

1. Les associations professionnelles nationales et internationales, les pouvoirs publics locaux et d'autres entités sont de plus en plus nombreux à être sensibilisés à l'AU.
2. Le public reconnaît donc davantage l'AU et s'intéresse de plus près aux possibilités qu'elle présente pour améliorer le soutien de la prestation dans de nombreux secteurs du développement, à la fois à l'échelle nationale et à l'échelle internationale. La transformation des perceptions et les mesures prises par les autorités locales ont joué un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit d'influencer les politiques aux niveaux régional et international (CRDI, avril 1997; Mougeot, sous presse).
3. Le consensus, parmi les milieux du développement qui s'intéressent à la question, c'est que les nouvelles activités de recherche axées sur l'AU doivent être des recherches-action et comprendre une analyse des rôles masculins et féminins afin d'appuyer des stratégies de développement exhaustives et soutenables au 21^e siècle.
4. Un fossé se creuse rapidement entre les demandes des organisations qui veulent des conseils en matière d'AU (politiques, aide technique et formation, crédits et investissements, communications) et la capacité des experts et des institutions spécialisées en AU de fournir des conseils en la matière (CRDI, 1997).
5. Même si les connaissances relatives à l'AU (savoir-faire, capacités et ressources) sont dispersées, elles n'en sont pas moins considérables (Rapports de l'IPAU, annexe 7). L'exploitation de ces atouts collectifs pourra permettre d'harmoniser l'offre et la demande. On a également l'occasion d'attaquer stratégiquement les problèmes de l'AU en établissant formellement des partenariats entre les particuliers et les organisations qui ont des connaissances en matière d'agriculture urbaine.
6. Les initiatives d'AU, notamment la recherche en faveur du développement, doivent être promues non pas comme des fins en soi, mais comme des moyens. Les interventions stratégiques et technologiques dans le domaine de l'AU devraient être considérées comme des éléments de stratégies du développement plus vastes axées sur la sécurité alimentaire urbaine, la pauvreté, la création de revenus, la gestion des déchets de même que les avantages complémentaires découlant de l'utilisation des sols, de l'amélioration de l'environnement et de la dynamique des relations entre les hommes et les femmes et entre divers groupes ethniques.
7. Il s'ensuit que les initiatives d'AU, y compris la recherche en faveur du développement, doivent passer par la consultation des intervenants compétents au moment de la conception, du suivi et de l'évaluation des interventions stratégiques et technologiques. Ces intervenants comprennent des organisations communautaires, des ONG, des associations professionnelles, des autorités municipales et nationales, des instituts de recherche et des organismes de soutien de l'extérieur.

1.4 L'avantage comparatif du CRDI

Au fil des ans, le CRDI a adopté une démarche exhaustive relativement à la recherche en faveur du développement dans le domaine de l'AU qui lui permet aujourd'hui de jouer un rôle de chef de file dans le domaine :

- **Le CRDI a acquis des connaissances exhaustives sur les systèmes alimentaires urbains dans les pays en développement**

Si l'on considère aujourd'hui qu'il est justifié de favoriser une autosuffisance alimentaire plus grande chez les citoyens pauvres, c'est à la suite de projets et de recherches connexes du CRDI montrant que des eaux usées non traitées étaient utilisées sur une grande échelle pour la production alimentaire, que de vastes segments des populations urbaines n'avaient pas les moyens d'acheter les aliments dont ils avaient besoin et que la malnutrition s'aggravait dans les groupes à faible revenu. Le Programme de l'agriculture urbaine a été conçu à la suite d'un examen de quelques 70 projets que le CRDI a financés entre 1976 et 1996, et qui a montré que les priorités de la recherche avaient évolué, depuis le traitement des déchets urbains pour applications agricoles jusqu'à la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans les villes, en passant par la production, le conditionnement et la distribution de produits alimentaires urbains.

- **Le CRDI est le premier organisme de développement à avoir accordé le statut de programme à ses activités de recherche en faveur du développement dans le domaine de l'AU**

Jusqu'en 1992, le CRDI finançait des recherches sur les systèmes alimentaires urbains par l'entremise de divers programmes spécialisés. En 1993, une équipe multidisciplinaire a été chargée d'appuyer l'AU, qui allait devenir l'un des quatre éléments de base d'un nouveau Programme de gestion de l'environnement urbain. Devant l'expansion des activités d'AU et leur nature inter-sectorielle, le CRDI a décidé de faire de l'AU un programme de plein droit en 1995. Le Centre devenait ainsi le premier organisme à créer un programme de cette nature. Ce faisant, il était bien placé pour encourager le GCRAI et d'autres organismes à mettre sur pied des groupes de travail inter-ministériels (GTZ, FAO) et à créer de nouveaux programmes (NRI-ODA, ETC, IIRPA, WASTE) et de nouvelles activités (ATSAF, CNUEH, DGIS, ACDI) pour mieux examiner les perspectives de l'AU, mais également ses enjeux.

- **Le CRDI a utilisé efficacement ses ressources internes pour soutenir son programme et pour aller chercher des ressources extérieures à l'appui de ses activités**

L'IPAU a dépassé le budget que le CRDI lui avait attribué en 1996-1997, budget qui a été accru en 1997-1998. L'IP dispose d'une petite équipe de projet et consulte un nombre croissant de personnes-ressources partout dans le Centre. C'est grâce à la collaboration d'autres services du Centre et à des études particulières réalisées à l'extérieur que l'IPAU a pu collaborer de façon significative à un plus grand nombre de partenariats que le nombre limité de ses membres permanents ne le lui aurait autrement permis. Depuis 1995, le CRDI s'est imposé des exigences en matière de financement parallèle pour toutes les subventions de 100 000 \$

ou plus, ce qui a eu pour effet de multiplier et de diversifier les partenariats entre organismes. Pratiquement tous les nouveaux projets depuis 1993-1994 ont été financés selon la formule du financement parallèle, et deux activités cofinancées ont été mises en branle.

- **Le CRDI exerce une influence décisive sur le programme mondial de recherche du Support Group on Urban Agriculture (SGUA)³ et les activités de certains des membres du SGUA**

Grâce à sa connaissance des systèmes alimentaires urbains dans de nombreux PD et à ses réseaux avec d'autres institutions, le CRDI a pu forger des partenariats avec d'autres organismes pour la réalisation de projets locaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il a joué un rôle consultatif auprès de certains membres du SGUA et a joué un rôle clé lorsqu'il s'est agi de mettre sur pied le SGUA, de le doter d'une structure et de lui donner de l'expansion. Étant donné l'opinion qui a actuellement cours, à savoir que les interventions stratégiques et technologiques doivent dorénavant reposer sur la recherche en faveur du développement, le CRDI est bien placé pour mettre en œuvre cette initiative de programme.



³ On trouvera plus de détails sur la mise sur pied du SGUA dans la section 3.7.

2. BUT ET OBJECTIFS

2.1 But

Appuyer la recherche en faveur du développement visant à éliminer les obstacles et à renforcer les possibilités d'intervention dans le domaine de l'AU afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, la création de revenus, l'hygiène publique ainsi que la gestion des déchets et des sols, au profit des citoyens pauvres.

2.2. Objectifs

Objectif 1

Renforcer les capacités locales de recherche et recueillir de l'information sur l'AU au niveau des ménages et des collectivités, pour que les villes puissent formuler et mettre en œuvre des options stratégiques et technologiques qui profiteront surtout aux citoyens pauvres.

Objectif 2

Mobiliser et renforcer les capacités régionales en vue du partage d'expériences en matière d'AU, définir les obstacles stratégiques et technologiques communs ainsi que partager et adapter des solutions par le biais de la formation et du réseautage.

Objectif 3

Influencer les gouvernements, les décideurs et les organismes internationaux pour les amener à intégrer de fait l'AU à leurs programmes de développement.

3. STRATÉGIE DE PROGRAMME

L'IPAU appuiera principalement des recherches dans les villes, de concert avec des chercheurs au sein d'institutions nationales, d'organisations non gouvernementales et d'organisations communautaires, tout en investissant des ressources afin de promouvoir le réseautage régional parmi nos partenaires et d'encourager des partenariats mondiaux. Grâce à ces moyens, l'information recueillie pourra être partagée et échangée, les ressources financières utilisées de façon plus efficace, et les activités des bailleurs de fonds mieux coordonnées.

3.1 Activités

L'IPAU sera mise en œuvre par divers moyens, soit la recherche directe, le réseautage, l'établissement de partenariats à l'échelle mondiale, la diffusion et les publications, l'élaboration de programmes, des évaluations de l'extérieur et l'expansion des ressources. Quatre-vingt-dix pour cent des ressources de l'IP seront attribuées à la recherche proprement dite, au réseautage et aux activités à l'échelle mondiale, et le reste sera distribué parmi d'autres catégories.

3.2 Domaines de recherche

Les domaines éventuels de recherche en matière d'agriculture urbaine, au sujet desquels l'IPAU a fait un sondage au début de 1997, comprennent : la sécurité alimentaire dans les villes, l'hygiène publique et la nutrition, la gestion des terres urbaines, la gestion des déchets urbains ainsi que la prestation de services à l'égard de systèmes agricoles particuliers. Les trois domaines de recherche précis exposés ci-dessous englobent ces éléments. Ils ont été établis en fonction des demandes des usagers de même que des antécédents du Centre en la matière, du savoir-faire des membres permanents de l'IP et de ses personnes-ressources et des possibilités de partenariat de l'extérieur.

A. **Systèmes de production intensive adaptés à l'espace dont disposent les exploitants agricoles urbains à faible revenu**

Des restrictions relatives aux modes d'occupation des sols et des utilisations parallèles entravent la production alimentaire sur des terrains publics non construits ou sur des terres privées. De plus, les pauvres, particulièrement les femmes, éprouvent de la difficulté à exploiter les terres disponibles dans les villes en raison des coûts du transport et des risques que présente le fait de laisser une maison ou un champ sans surveillance. Plus près des établissements où vivent les pauvres, la demande de parcelles de terrain dépassent généralement l'offre. Les hommes et les femmes pauvres préfèrent habituellement se livrer à l'exploitation agricole près du domicile familial où, par exemple, les femmes sont mieux en mesure de combiner leurs activités de production et de reproduction. Même les producteurs organisés qui ont accès à des terres où ils produisent des cultures commerciales pourront quand même désirer cultiver des produits alimentaires près de la maison.

Mais les citoyens pauvres sont rarement propriétaires du terrain sur lequel ils vivent et les parcelles sont habituellement de petite taille. De plus, l'accès des femmes aux terres est souvent entravé par le droit coutumier. Pour ces raisons, des ententes de coopération avec les voisins et l'utilisation intensive des espaces non aménagés au niveau du sol ainsi que des terrains bâtis se révèlent nécessaires. Il existe des technologies et des récoltes d'agriculture urbaine à utilisation intensive de l'espace. Mais seuls les producteurs ayant des revenus plus élevés et une bonne formation ont les moyens d'y recourir. Des systèmes intensifs comme l'élevage en cages superposées, les troupeaux laitiers sans pacage et les produits horticoles hydroponiques cultivés à la verticale peuvent produire des aliments et des revenus. D'autres systèmes intensifs de production de vers à soie, d'herbes médicinales ou de poissons en micro-écloseries peuvent représenter des revenus qui permettront d'acheter des aliments et de satisfaire d'autres besoins. À la fin de 1994, le CRDI et ETC ont publié un numéro spécial du bulletin de l'ILEIA consacré aux besoins en matière de recherche sur les systèmes de production à utilisation intensive de l'espace. Au début de 1997, le CRDI et la FAO ont contribué à une publication présentant les connaissances les plus récentes sur la culture hydroponique adaptée en Amérique latine. Compte tenu de ces publications et d'autres, l'IPAU appuiera des recherches dans les domaines suivants :

- a) la mise au point, l'adaptation et le transfert de technologies adaptées d'utilisation intensive de l'espace à l'intention des producteurs à faible revenu;

- b) les ressources de production nécessaires aux systèmes de production à utilisation intensive de l'espace, notamment l'usufruit des terres⁴, la réduction des coûts des intrants et la sécurité des approvisionnements;
- c) les exigences de post-production, notamment la valeur ajoutée, les techniques de commercialisation et le réinvestissement des revenus.

La recherche examinera comment les technologies d'utilisation intensive de l'espace peuvent être utilisées différemment par les hommes et par les femmes, et comment l'accès à de telles stratégies et aux ressources nécessaires, y compris le temps, les capitaux et les terres, peut varier pour les hommes et pour les femmes.

B. Utilisation sûre et abordable des déchets organiques par les exploitants agricoles urbains de petite échelle afin de réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement

S'agissant de gestion des déchets, l'agriculture urbaine présente deux défis. Le premier consiste à minimiser les répercussions des déchets produits par l'AU sur la santé humaine et l'environnement. Le second consiste à utiliser l'AU comme outil pour réduire les répercussions de l'augmentation de la production des déchets urbains sur la santé humaine et l'environnement.

Les déchets les plus importants de l'AU proviennent de l'élevage domestique (fumier, odeurs, mouches). En partenariat avec les municipalités, on peut apporter des solutions qui comprennent un zonage approprié pour l'AU et l'utilisation de techniques de traitement et de production, notamment l'aquiculture, pour traiter et utiliser le fumier.

Divers obstacles entravent une utilisation plus efficace de l'AU pour traiter d'autres déchets urbains et l'utilisation des déchets eux-mêmes dans la production agricole. Il s'agit notamment du faible niveau d'utilisation des déchets ou de leur utilisation impropre, ainsi que du manque d'appui de la part des municipalités face aux agriculteurs urbains. L'utilisation des déchets solides humains, animaux et végétaux dans le cadre de l'AU demeure bien en deçà des possibilités, surtout parce que les déchets sont rarement séparés à la source. Les matières solides et liquides peuvent comprendre des mélanges de déchets domestique et industriels organiques et inorganiques. L'utilisation de déchets ainsi mélangés peut être dangereuse et il est difficile de leur trouver des applications efficaces, par exemple la production de compost.

L'utilisation de fumier non traité pour fertiliser le sol puis y faire pousser des légumes à feuilles alimentaires pour consommation humaine est un exemple d'utilisation impropre des déchets. En ce qui concerne le degré de traitement nécessaire, cependant, le facteur le plus important est le genre d'utilisation prévue et les répercussions sur l'environnement. Par exemple, il est habituellement peu risqué d'irriguer des cultures destinées aux ruminants au moyen d'eaux usées domestiques non traitées, à condition que les sources d'approvisionnement en eau potable ne soient pas contaminées.

⁴Le droit légal d'utiliser une chose qui appartient à quelqu'un d'autre, d'en jouir et d'en percevoir les revenus.

Le manque de soutien de la part des municipalités est un autre problème qui empêche les agriculteurs citadins d'utiliser davantage les déchets. Dans des villes arides comme Dakar, les agriculteurs se raccordent illégalement aux canalisations d'égout pour détourner des eaux usées destinées à être évacuées sans traitement. Les autorités municipales considèrent souvent qu'il s'agit d'un problème plutôt que d'y voir un signe qu'une ressource en demande est gaspillée. Mais surtout, cette pratique endommage l'environnement. Des solutions novatrices de gestion des eaux usées et de récupération des ressources apparaissent généralement; il s'agit de mécanismes d'accommodation. Mais il se peut que les collectivités n'aient besoin que de soutien technique plutôt que de services municipaux de traitement des déchets de grande échelle. Dans les collectivités qui ont adopté l'AU comme solution à leurs problèmes de gestion des déchets⁵, des solutions novatrices bénéfiques à tous sont apparues. À Tacna, au Pérou, la municipalité a accepté de traiter les eaux usées pour que les agriculteurs urbains puissent l'utiliser, à charge pour ces derniers d'entretenir des espaces verts publics.

Les districts périurbains pauvres ne reçoivent fréquemment qu'un minimum de services d'assainissement et d'autres services de traitement des déchets. Étant donné leur situation -- ils se retrouvent souvent dans des zones non drainées de faible altitude -- et la perception selon laquelle leurs habitants n'ont pas les moyens de payer des services, les démarches conventionnelles ne s'y prêtent pas bien. En plus de n'avoir aucune sécurité alimentaire et d'être pauvres, ces collectivités ont désespérément besoin de services de gestion des déchets. Leurs habitants seront donc les principaux bénéficiaires des recherches financées par l'IPAU dans ce domaine.

Compte tenu de ces facteurs, l'IPAU appuiera des projets de recherche sur :

- a) des technologies appropriées de gestion des déchets et des stratégies intégrées d'AU qui établiront des liens entre la séparation des déchets, le degré de traitement et le genre d'utilisation qu'en fait l'AU;
- b) le renforcement de la capacité des ONG et des OC d'interagir avec les autorités municipales de telle sorte que les municipalités puissent utiliser l'AU pour régler leurs problèmes environnementaux et leurs problèmes de traitement des déchets et offrir du soutien technique aux collectivités;
- c) la participation du secteur privé à la gestion des déchets et à l'AU;
- d) une analyse des rôles masculins et féminins pour examiner les besoins et les intérêts des hommes, des femmes et des enfants en matière de traitement et de réutilisation des déchets.

Chaque fois que ce sera possible, l'IP appuiera des projets-pilotes intégrés combinant les trois objectifs de la production alimentaire, de la création de revenus et de la gestion des déchets, afin de promouvoir des solutions en vertu desquelles les revenus créés ou l'argent épargné peuvent être réinvestis dans la gestion durable des déchets.

⁵ La gestion efficace des déchets des bidonvilles, par exemple dans le cadre du projet Orangi de Karachi, a recours à une technologie simple, peu coûteuse et appropriée; confie la propriété et la responsabilité de la gestion des déchets aux utilisateurs, plutôt qu'aux municipalités; et confie aux municipalités un rôle de soutien technique, plutôt que de prestation de services.

C. Instruments stratégiques qui favorisent l'exploitation agricole urbaine chez les personnes à faible revenu

L'agriculture urbaine est illégale ou souvent réprimée dans les pays en développement. De tels obstacles n'ont cependant pas arrêté son expansion dans des pays comme la Zambie, le Kenya et le Zimbabwe. Mais même dans les régions où l'AU est tolérée, elle bénéficie de peu de soutien officiel. Les agriculteurs qui pratiquent une agriculture urbaine illégale éprouvent de la difficulté à obtenir des ressources, des services et des avantages. Comme les activités illégales ne sont ni réglementées, ni gérées, l'absence de soutien officiel a pour effet de protéger les privilèges de quelques personnes, tout en aggravant la dégradation des sols et de l'eau et les menaces pour l'hygiène publique. Dans certains cas, les relations de force et les structures existantes ont entravé l'accès aux ressources et aux possibilités, particulièrement pour les femmes.

En appuyant l'AU, les décideurs peuvent autoriser les villes à suppléer aux disponibilités alimentaires d'autres sources, et libérer des ressources rurales qui pourront être appliquées à d'autres utilisations et à d'autres marchés agricoles. Le soutien de l'AU dans des groupes particuliers peut contribuer à la création directe d'emplois, à la mise sur pied de petites entreprises, à la gestion productive des espaces libres et à la récupération de ressources urbaines inutilisées ou gaspillées. L'AU peut contribuer à accroître les revenus des municipalités et à réduire les coûts d'exploitation par le biais de partenariats et de synergies avec d'autres modes d'occupation des sols et d'autres activités économiques. Selon des estimations d'ENDA-Zimbabwe, les agriculteurs urbains qui s'adonnent à la culture des espaces libres permettent au conseil municipal de la ville d'Harare d'économiser annuellement environ un million de dollars ZWD.

Dans cet environnement stratégique, l'IPAU appuiera des recherches sur :

- a) les structures et mécanismes institutionnels qui favorisent l'AU, notamment les répercussions des structures actuelles sur les agriculteurs urbains, selon qu'ils sont de sexe masculin ou de sexe féminin;
- b) l'urbanisme et le zonage, afin d'établir des lignes directrices visant à gérer l'AU et la croissance des villes;
- c) les modalités relatives à l'utilisation des sols et à l'usufruit, afin d'accroître et de gérer l'utilisation des sols et de l'eau aux fins de la production alimentaire, notamment les synergies avec d'autres modes d'utilisation des sols;
- d) la gestion des déchets comme outil stratégique que les municipalités peuvent mettre en œuvre pour améliorer l'environnement urbain.

3.3 Portée

Comme c'était indiqué dans la mission, l'IPAU aidera toute une gamme d'organisations et d'institutions à faire des travaux de recherche qui leur permettront de recueillir de l'information, d'améliorer leur savoir-faire et de renforcer leurs capacités d'intégrer ou de mieux utiliser l'AU dans le cadre d'interventions stratégiques et technologiques conçues expressément pour aider les citoyens pauvres.

Les OC et les ONG locales et leurs fédérations, y compris les associations professionnelles, ont besoin de recherches pour intégrer l'AU à leurs interventions courantes et prévues, depuis

la nutrition des enfants jusqu'à la gestion communautaire de l'assainissement. Elles ont besoin de savoir-faire et d'information pour : a) évaluer les expériences locales; b) mener des campagnes visant à renforcer l'adhésion du public; c) négocier des partenariats avec d'autres intervenants pour faciliter l'accès aux ressources de l'AU et aux pratiques locales; et d) aider les producteurs à adopter d'autres systèmes, à intégrer le conditionnement à domicile ou à améliorer la commercialisation.

Les municipalités et d'autres autorités locales ont besoin de recherches pour adopter ou modifier des cadres législatifs et administratifs qui encourageront, répartiront et réglementeront l'AU. Elles désireront peut-être : a) légaliser les formes organisées de l'AU en tant qu'industrie; b) assurer le suivi de l'AU par l'entremise de systèmes de recensement municipal; c) gérer l'AU par le biais de structures et d'instruments institutionnels nouveaux ou modifiés; d) intégrer l'AU à des programmes de recyclage des déchets, de gestion des espaces publics libres, de loisirs réinsertion sociale, d'aide ciblée en matière de santé et de nutrition, de sensibilisation à l'environnement, de logements publics et de foires alimentaires.

Les gouvernements nationaux et les ministères d'exécution ont besoin de recherches pour établir de nouvelles politiques nationales en matière d'AU ou intégrer l'AU aux politiques sectorielles existantes. Il y aura peut-être lieu de modifier les mandats des ministères d'exécution, notamment pour que les instituts agricoles puissent répondre aux besoins des producteurs urbains, pour que les services et les établissements de crédit puissent rejoindre les producteurs, et pour accorder des allègements fiscaux fédéraux ou des subventions fédérales aux municipalités qui ont des programmes d'AU. La modification des mandats pourrait également permettre d'établir des lignes directrices types sur la santé, l'utilisation des sols et la construction, de diffuser ces lignes directrices et d'en surveiller l'adoption par les municipalités, de faciliter l'accès aux terres fédérales non construites, aux terres de réserve, aux emprises et aux voies navigables et de conclure des ententes avec les organisations nationales de producteurs agricoles et d'autres intervenants.

Les organismes de développement bilatéral et multilatéral, les banques de développement et consortiums de recherche qui leur sont associés ainsi que les ONG internationales ont besoin de recherches de fond pour s'entendre sur des méthodes communes de recherche, établir des cadres de référence pour les politiques nationales sur la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire, la production agricole, les comptes nationaux, la création d'emplois et de revenus, la santé publique, l'assainissement et la protection de l'environnement. De telles recherches servent : a) à étayer les meilleures pratiques ou à élaborer des projets types qui permettront de mettre à l'essai et de diffuser des pratiques améliorées; b) à mener des enquêtes transfrontalières pour comparer le rendement de l'industrie selon la zone climatique; c) à adapter les projets de développement en cours ou à concevoir de nouveaux projets comportant des composantes d'AU; d) à déterminer des modèles d'organisation pour l'AU; et e) à acquérir de l'expérience en matière de programmation et de réseaux mondiaux.

3.4 Multidisciplinarité

L'IPAU nécessite des connaissances dans des disciplines particulières : l'agronomie, l'ingénierie, l'analyse des rôles masculins et féminins, les sciences vétérinaires, l'hygiène publique, la géographie, l'urbanisme et les politiques urbaines, la sociologie et l'économie. De la même façon que la connaissance des diverses régions chez les membres permanents de l'équipe détermine l'orientation géographique de l'IP, les connaissances disciplinaires ont influencé le choix de l'IP et le nombre des domaines de recherche. L'IP continuera de consulter, à l'interne et à l'externe, des personnes-ressources ayant d'autres spécialisations (par exemple en matière d'hygiène publique) afin de veiller à la stabilité de l'orientation géographique et des priorités de recherche. Les personnes-ressources seront des membres du personnel du programme et d'autres personnes, à Ottawa et dans les bureaux régionaux, de même que des consultants, des stagiaires et des conseillers de l'extérieur recrutés à court terme.

3.5 Partenariats canadiens

L'IPAU a graduellement intégré des partenaires canadiens de plus en plus nombreux à ses activités et, à son tour, a appuyé leurs activités chaque fois qu'elles correspondaient à ses propres objectifs. En voici des exemples :

Liens avec des universités au sujet des stratégies de recherches relativement à l'UA

- Des experts canadiens de l'UBC et de l'UQAM se sont joints à un groupe de travail chargé de l'établissement des priorités au milieu de 1993
- Il y a eu des tables rondes sur l'AU lors de la conférence de 1993 de l'ACEA (actes publiés par le CRDI)
- Il y a eu une table ronde Nord-Sud sur l'AU lors du sommet Habitat 1994 d'Edmonton (IPAU, Rapports 8 à 12)
- Des projets de recherche ont été financés par des organisations canadiennes comme CARE Canada et le Réseau radiophonique agricole des pays en développement

Conférences internationales

- Conférence soulignant le 50^e anniversaire de la FAO à Québec en 1995
- Comité directeur de la conférence internationale sur les systèmes alimentaires urbains viables tenue à Toronto en 1997
- Comité organisateur du sommet Habitat II à Toronto en 1996
- Déclaration de principes du Canada lors du sommet Habitat II de 1996
- Examen de suivi du Sommet de l'alimentation de 1997 de la part d'Agriculture Canada

Enquêtes, renforcement des capacités et diffusion du programme

- Enquêtes commandées à des diplômés canadiens au sujet de l'expérience des municipalités et des milieux universitaires du Canada en matière d'AU, publiées en 1995-1996 (IPAU, Rapports 16 et 19)
- Conseils donnés à des étudiants canadiens en matière d'AU; financement de recherches menées par des diplômés canadiens au Kenya
- Des membres du personnel de l'IP ont fait des conférences et accordés des entrevues aux médias canadiens

Compte tenu de ces expériences, l'IPAU prévoit, pendant la période 1997-2000, de mobiliser des experts canadiens qui examineront, réviseront et publieront des documents sur l'expérience canadienne en matière d'AU et qui établiront des liens de collaboration en matière de recherche entre des institutions canadiennes et des institutions du Sud. Les ressources canadiennes en matière de méthodes de recherche, techniques de télédétection, consultations auprès des intervenants et expérience outre-mer de systèmes particuliers de production (foresterie urbaine, réutilisation des eaux usées, agriculture sur les toits), quand elles sont appropriées et abordables, peuvent renforcer les capacités locales de recherche ayant pour objet de recueillir de l'information relative à l'AU. Le savoir-faire et les capacités du Canada en matière de connexions électroniques et dans des domaines particuliers de la formation peuvent contribuer à renforcer davantage les réseaux régionaux. Des spécialistes du Canada font partie de projets de partenariat à l'échelle mondiale et l'IPAU s'attend à ce que des instituts de recherche canadiens accueillent de futurs récipiendaires de bourses de recherches en AU.

3.6 Rôles masculins et féminins

L'agriculture urbaine en Afrique contemporaine... est un effort délibéré de la part des citadines d'obtenir, pour elles-mêmes et pour les personnes dont elles ont la charge, la sécurité d'une source alimentaire indépendante de leur revenu en espèces ou des fluctuations des marchés.

Source : Dan Maxwell, chercheur du CRDI, Kampala, Ouganda [TRADUCTION]

L'initiative de programme Agriculture urbaine appuiera l'analyse des rôles masculins et féminins afin de recueillir de l'information et d'élaborer des outils analytiques qui permettront de mieux décrire et de mieux comprendre les variations entre les rôles masculins et les rôles féminins qui peuvent se révéler importantes dans un contexte en particulier, et donc d'établir des interventions technologiques et stratégiques plus efficaces. Cette stratégie reposera sur l'étude des relations, de la dynamique et des échanges entre les hommes et les femmes au niveau du ménage, de même qu'au sein des structures locales, régionales et mondiales et entre ces structures, en ce qui concerne l'agriculture urbaine.

En dépit de la contribution importante des femmes à l'alimentation des populations urbaines, on n'a accordé que peu d'attention à l'expérience des agricultrices citadines en ce qui concerne l'accès aux ressources, aux intrants et aux services, que même qu'aux avantages qu'elles en tirent. Les hypothèses, les tendances et les pratiques qui sous-tendent les politiques, les programmes et les recherches ont donné lieu à une certaine «cécité» au sujet des rôles masculins et féminins qui a fait que les besoins et les intérêts particuliers des femmes, qui constituent l'une des catégories de l'analyse des rôles masculins et féminins, n'ont pas été adéquatement examinés. Des omissions à cet égard sont également à l'origine de certaines déficiences lorsqu'il s'agit de répondre aux préoccupations des hommes, en plus d'entraver le développement communautaire global.

En encourageant la participation et la représentation des femmes au sein des activités de programme, l'IPAU a appuyé des études qui mettent en lumière la participation des femmes à l'AU, a élaboré un plus grand nombre de propositions dirigées par des femmes et a appuyé des

projets au sein desquels des consultations multipartites ont permis aux agricultrices de s'exprimer.

Récemment, l'IPAU a pris des mesures pour appuyer et renforcer l'analyse des rôles masculins et féminins au sein de l'initiative de programme. Plus précisément, des lignes directrices provisoires pour faciliter la conception de recherches tenant compte des rôles des hommes et des femmes ont été présentées par un expert-conseil de l'extérieur; une proposition a fait l'objet d'un examen approfondi de la part d'un spécialiste externe des rôles masculins et féminins et les résultats de cet examen ont été transmis aux chercheurs; et l'IPAU a participé à l'élaboration d'une évaluation sur le terrain, menée par un stagiaire, sur le rôle des hommes et des femmes selon les organisations au sein de trois projets africains financés par l'IPAU.

Pour 1997-1998, l'IPAU a chargé un stagiaire d'élaborer des ressources relatives à l'analyse des rôles masculins et féminins aux fins de la recherche en faveur du développement en matière d'AU. Le stagiaire dressera une bibliographie annotée et un répertoire des experts institutionnels et professionnels dans les domaines de l'analyse des rôles masculins et féminins et de l'AU, tout en établissant une méthodologie pour l'intégration de l'analyse des rôles masculins et féminins aux projets et programmes de l'IPAU. Cette méthodologie pourra donner l'occasion d'intégrer les questions des rôles masculins et féminins et de l'AU aux politiques et d'acquérir des connaissances à leur sujet. À cette fin, l'IPAU continuera d'utiliser les outils, les ressources et les connaissances de la section Sexes et développement durable du CRDI.

3.7 Réseautage et connectivité

Le réseautage et la connectivité sont des éléments essentiels de la stratégie de l'IPAU et ils sont instaurés au niveau régional et au niveau mondial.

Réseaux régionaux - Compte tenu d'évaluations antérieures du CRDI, l'IPAU travaille depuis 1995 à l'établissement de réseaux régionaux dans ce nouveau domaine, s'inspirant d'une stratégie qui sera adaptée pendant la période 1997-2000. Ces activités de réseautage tablent sur des études régionales des capacités institutionnelles de recherche en Afrique, en Amérique latine et en Asie qui avaient été commandées par le CRDI en 1993. Des évaluations institutionnelles plus sélectives et plus approfondies pour l'Amérique latine et l'Afrique de l'Ouest ont été réalisées en 1994 (IPAU, Rapports 13 et 14), compte tenu de la priorité accordée à l'Afrique et à l'Amérique latine. Le réseau latino-américain AGUILA a été constitué en 1995 et ses premières activités de programme ont fait l'objet d'un financement parallèle de la part du CRDI en 1996.

AGUILA

Le réseau latino-américain de recherche en agriculture urbaine AGUILA relie 50 institutions publiques et privées de 9 pays afin de promouvoir une agriculture urbaine économiquement viable et écologiquement durable. Depuis 1995, quatre groupes de travail se sont penchés sur la culture hydroponique populaire; la production de denrées à haute valeur alimentaire; l'élevage; et la réutilisation des déchets organiques solides et liquides.

Le réseau s'intéresse aux activités suivantes : information et publications; recherche sur la collaboration inter-institutionnelle; formation et éducation; renforcement des capacités institutionnelles; élaboration de politiques et de stratégies; et échanges avec d'autres réseaux de nature semblable.

Le CRDI a apporté une contribution financière au fonctionnement du réseau AGUILA et de diverses institutions de recherche :

- Le Centro Panamericano de Ingeniería Sanitaria y Ciencias del Ambiente, au Pérou, mettra à niveau le système régional d'information REPIDISCA pour y intégrer des références sur l'agriculture urbaine;
- Le Centre de recherches et d'enseignement supérieur sur l'agriculture tropicale/Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza Superior, au Costa Rica, publiera un livre destiné au réseau sur le jardinage périurbain en Afrique centrale et dans les Caraïbes;
- Le Centro Regional de Acción Ambiental y Organización Social, en Bolivie, étudiera les cultures qui utilisent les eaux usées pour l'irrigation.
- CEURR/UCMM (République dominicaine) s'est concerté avec le membre de CARE Haïti sur les techniques en espace réduit qui pourraient aider les groupes de Santiago à mieux utiliser l'AU. Il espère ainsi incorporer les leçons du projet dans un document de référence sur la gestion environnementale, pour que d'autres villes s'en inspirent.
- CEARAH-Periferia (Brésil) est en voie de consolider les projets pilotes en cours et d'en lancer de nouveaux. L'organisme enrichit une base de données sur l'AU et formule un programme en zone métropolitaine afin de solliciter le financement d'autres donateurs que le CRDI. Le système de La Havane, visité, sert de référence.
- CARE Haïti poursuit des recherches sur l'introduction et l'adaptation de projets appropriés d'agriculture urbaine dans des établissements irréguliers sélectionnés à Port-au-Prince. L'organisme recherche des possibilités de diversifier ses sources de financement et fournit des renseignements sur l'établissement de nouveaux petits commerces, en consultation avec les membres de la FAO et de TUAN.
- FUNAT (Cuba) a collaboré avec plusieurs paliers de gouvernement afin d'évaluer les potentialités pour inclure le système extensif d'AU de La Havane dans l'économie communautaire et dans la gestion de l'environnement à long terme. Le membre cubain a visité le projet de la République dominicaine et sera l'hôte de la prochaine réunion d'AGUILA.

Le plan de travail 1997-98 prévoit la tenue d'une réunion des coordinateurs sous-régionaux, une réunion à l'échelle du réseau en 1998 et le développement d'une deuxième phase des activités du réseau du programme, suite à l'action de soutien au niveau des projets proposés par des membres du réseau choisis.

En Afrique de l'Ouest, divers nouveaux projets de collaboration Sud-Sud en sont à l'étape de la finalisation. Ils finiront par être reliés (en 1998-1999) à des projets en cours, pour constituer un réseau infrarégional viable pour l'Afrique de l'Ouest. En Afrique de l'Est, il y a interaction entre divers projets portant sur les processus de formulation des politiques. Il se peut que l'Afrique du Sud prenne la tête de file d'un réseau entre l'Afrique australe et l'Afrique orientale, possibilité qui sera évaluée en 1997-1998 en vue de la mise sur pied éventuelle du réseau en 1998-1999. Ces réseaux infrarégionaux seront reliés pour constituer le réseau africain de l'AU (1999-2000). L'IPAU sera reliée électroniquement au réseau latino-américain AGUILA en 1997-1998, et les réseaux de l'Afrique et du Canada emboîteront le pas.

Ces réseaux régionaux contribueront expressément à la mise en œuvre du prospectus de l'IPAU par les moyens suivants :

- a) déterminer des possibilités de collaborations entre diverses villes et financer des projets en ce sens axés sur les conseils techniques, la formation et la recherche;
- b) profiter des réunions des réseaux pour faire le point sur les progrès des projets financés par l'IPAU et pour en discuter;
- c) accroître les possibilités de financement parallèle par l'élargissement du nombre de membres;
- d) publier des rapports régionaux sur l'état des connaissances relatives à l'agriculture urbaine;
- e) recourir aux organisations membres à titre de partenaires régionaux pour les initiatives mondiales du SGUA.

4. PLAN D'ACTION

4.1 Aperçu

Le présent prospectus vise trois exercices financiers à partir de 1997-1998. L'affectation pour l'An 1 est de 1,2 million de dollars. Les besoins financiers pour les années 2 (1998-1999) et 3 (1999-2000) seront d'environ 1,2 million et 2 millions de dollars respectivement. Les tendances des dernières années en matière de financement parallèle seront maintenues, c'est-à-dire que tout projet de plus de 100 000 \$ devrait faire l'objet d'un financement parallèle. On prévoit un cofinancement pour tous les projets financés en vertu de l'objectif 3.

Les fonds de l'IP seront distribués assez également parmi les trois objectifs. Le budget moyen des projets dans le cadre de chaque objectif sera de 160 000 \$, de 250 000 \$ et de 500 000 \$ respectivement.

Le financement du réseautage régional (objectif 2) et du renforcement des partenariats à l'échelle mondiale (objectif 3) comportera également des fonds pour la recherche au niveau local. Par exemple, le Réseau latino-américain de recherche en agriculture urbaine (AGUILA) a parrainé des recherches au niveau local et a tenu des ateliers de formation sur des technologies particulières. On prévoit que ce genre de réseau, administré depuis le Sud, contribuera au transfert du savoir Sud-Sud et aidera le CRDI en ce qui concerne la gestion des projets.

On trouvera ci-dessous un sommaire des activités actuelles et prévues dans le cadre du programme de l'agriculture urbaine pour les années 1, 2 et 3, selon chaque objectif. Le détail du Programme des travaux et budget de 1997-1998 suivra.

4.2 Sommaire des activités : 1997-2000

Objectif 1

Renforcer les capacités locales de recherche et recueillir de l'information sur l'AU au niveau des ménages et des collectivités, pour que les villes puissent formuler et mettre en œuvre des options stratégiques et technologiques qui profiteront surtout aux citoyens pauvres.

ACTIVITÉS EN COURS	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Port-au-Prince, Battambang, Fortaleza, Harare, Dar, Accra, échelle mondiale ▶ Réseau radiophonique agricole des pays en développement, textes d'émissions radiophoniques sur les technologies de l'AU
AN 1	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Soutien de recherche en faveur du développement en matière de technologies et de politiques au Brésil et à Cuba ▶ Lancement de travaux de soutien pour la recherche en faveur du développement au Moyen-Orient - Jordanie et Gaza
AN 2	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Recherche en faveur du développement en matière de politiques dans certains pays africains
AN 3	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Recherche en faveur du développement par le biais de partenariats entre le Canada et le Sud

Objectif 2

Mobiliser et renforcer les capacités régionales en vue du partage d'expériences en matière d'AU, définir les obstacles stratégiques et technologiques communs ainsi que partager et adapter des solutions par le biais de la formation et du réseautage.

ACTIVITÉS EN COURS	▶	AGUILA, Afrique du Sud
AN 1	▶	Rencontre des membres du réseau AGUILA pour présenter des rapports d'étape, passer en revue des stratégies et examiner de nouvelles propositions
	▶	Recherche en faveur du développement en matière de technologies en Gambie et au Sénégal
	▶	Évaluation de moyens de recourir à d'autres institutions financées par le CRDI pour regrouper les projets d'AU en cours en un réseau africain
AN 2	▶	Aider le réseau latino-américain à mettre au point une proposition de phase II, en vue de diversifier son financement, le CRDI y jouant un rôle moins saillant
	▶	Évaluer des projets africains, convoquer un colloque de réseautage, contribuer à l'établissement d'un programme de réseautage de phase I, produire un compendium des résultats des recherches de l'IPAU
	▶	Établir un réseau virtuel canadien expérimental, en faire le suivi et évaluer son utilisation
AN 3	▶	Programme de phase I du réseau africain
	▶	Évaluation du rendement du réseau ALC

Objectif 3

Influencer les gouvernements, les décideurs et les organismes internationaux pour les amener à intégrer de fait l'AU à leurs programmes de développement.

ACTIVITÉS EN COURS	▶	Le CRDI est membre du comité directeur du SGUA
	▶	Centre mondial de ressources en agriculture urbaine
AN 1	▶	Lancement du programme international de bourses de recherche : création d'un comité directeur, d'un comité consultatif d'experts, affectation de ressources humaines et diffusion, et cours de formation à l'intention des candidats éventuels
AN 2	▶	Renforcer l'établissement du programme international de bourses : sélection, attribution des fonds et gestion du premier groupe de récipiendaires; sélection du deuxième groupe
AN 3	▶	Aller chercher du cofinancement pour le programme international de bourses de recherche et lui donner de l'expansion; choisir le deuxième groupe de récipiendaires, lancer un appel pour le troisième groupe et évaluer le rendement du premier groupe, en vue d'y apporter les rajustements qui s'imposent
	▶	Produire un film sur l'agriculture urbaine dans le monde

Au cours de l'An 3, l'IPAU se servira de l'information recueillie dans le cadre des activités de suivi et d'évaluation aux fins d'un examen externe de son rendement et déterminera les nouveaux domaines de recherche du Programme institutionnel III.

Pour la période ultérieure, c'est-à-dire de 2001-2004, l'IPAU s'attend à intensifier ses relations avec les organisations canadiennes qui peuvent travailler en collaboration avec des partenaires du Sud dans le cadre de recherches sur l'AU. De plus, la nature du soutien de l'IPAU aux institutions du Sud pourra changer, à mesure que les réseaux de partenaires régionaux se chargeront d'une plus grande partie du programme de recherche et auront acquis le savoir-faire nécessaire en matière d'AU.

4.3 Détail du Programme des travaux et budget

Répartition géographique - An 1		
Afrique	Moyen-Orient	Amérique latine
37 %	34 %	29 %

Nota : Y compris les affectations à des projets d'envergure mondiale, par exemple le programme des bourses de recherche et le Centre mondial de ressources, au sein desquels les fonds de recherche seront divisés également parmi les trois régions.

Projets correspondant à l'objectif 1 :

La Havane, Cuba - «Evaluación de la Agricultura Urbana como Componente de la Economía Local en Dos Zonas de la Habana» - Projet de financement parallèle de 100 000 \$

Dans les années 90, les marchés alimentaires urbains de plusieurs économies se sont écroulés, après l'élimination des subventions à l'exportation des produits et à l'importation des aliments. À Cuba, comme ce fut précédemment le cas en Zambie, en Tanzanie, au Mozambique et en Arménie, l'État a réagi en offrant notamment du soutien direct à l'AU. Les marchés de la main-d'œuvre et des aliments sont en cours de privatisation (travail autonome agréé, usufruit des terres publiques confié à des coopératives de production, et vente directe de surplus alimentaires lors de foires alimentaires autorisées depuis la fin de 1994). L'État demande aux villes d'accroître leur autosuffisance alimentaire. Cette politique, qui a l'appui de la Division de l'agriculture urbaine du ministère cubain de l'Agriculture, a transformé radicalement les conditions de vie et les disponibilités alimentaires des résidents de La Havane. Dans le cadre de ce projet, des ONG et des OG pourront évaluer les possibilités d'intégrer l'AU à long terme aux économies communautaires et à la gestion environnementale des villes, ainsi que fournir une base de référence pré-investissement et des lignes directrices administratives aux autorités de Metro Park ainsi qu'aux divisions de l'AU et de la planification de la province. Le projet aura pour objectif de définir les paramètres de l'économie locale, d'explorer les options en matière de gestion des sols et de recommander des systèmes d'AU convenables pour deux grands quartiers de la ville. Il examinera également les modalités d'utilisation des sols parmi les agriculteurs urbains, les possibilités de commercialisation des produits, les répercussions de l'AU sur la nutrition, l'emploi, le comportement des prix des aliments, les répercussions de l'aide étrangère sur les projets d'AU, la réutilisation de l'eau et des déchets par l'AU, le conditionnement des aliments ainsi que la dynamique des rôles masculins et féminins dans les ménages.

Politiques nationales et locales d'agriculture urbaine en Jordanie - Projet de financement parallèle de 200 000 \$

La population de ce pays en grande partie urbanisé continue de s'accroître rapidement. La production de légumes et l'élevage sont de plus en plus courants à Amman, dans d'autres grandes villes et dans leurs environs, particulièrement dans les quartiers plus pauvres et les camps de réfugiés. L'utilisation des eaux usées s'accroîtra dans ce pays pauvre en eau, à mesure que la pratique de l'AU se répandra; en même temps, la réutilisation des eaux usées à des fins de production alimentaire soulève des préoccupations particulières en matière de santé. Le gouvernement ne dispose pas de données fiables sur l'ampleur de l'AU, son rôle au sein de l'économie, et ses avantages pour les producteurs - données qui sont nécessaires pour servir de fondement à la promotion et au soutien dans ce secteur. Ce projet aura pour objet de définir les paramètres du secteur, d'évaluer ses principaux goulots d'étranglement, de passer en revue la réglementation actuelle et d'examiner les préoccupations relatives à la santé de l'environnement. Des études et des analyses seront conçues pour examiner les enjeux des rôles masculins et féminins (questionnaires passés en revue par des spécialistes, accès à des informatrices de sexe féminin, groupes de discussion axés sur les hommes ou les femmes en particulier, retombées de la réglementation pour les hommes et pour les femmes et préoccupations). Le projet sera financé par le gouvernement de la Jordanie. Des discussions se tiennent avec les bureaux locaux de l'UNICEF et de la FAO en vue d'un financement parallèle. Une proposition de même nature est en cours d'élaboration pour Gaza en 1998-1999. L'IPAU se propose de favoriser les interactions entre les deux projets et d'accéder aux autres ressources spécialisées ailleurs dans la région.

ASR de l'objectif 1 :

- Suivi expérimental de la faisabilité de la réutilisation des eaux usées des ménages par les collectivités aux fins de l'AU, région métropolitaine de Fortaleza, au Brésil, 35 000 \$

Projet correspondant à l'objectif 2 :

Systèmes de production périurbaine intégrés : Horticulture et élevage dans les villes d'Afrique de l'Ouest (Gambie et Sénégal) - Projet de financement parallèle de 205 000 \$

La Gambie et le Sénégal sont deux pays à faible revenu qui connaissent une urbanisation rapide, et qui n'ont pas encore atteint l'autosuffisance au chapitre des produits alimentaires de base. Pour accroître la sécurité alimentaire nationale, les deux pays encouragent des investissements privés visant à améliorer la productivité locale et l'abordabilité des aliments pour les populations urbaines à faible revenu. L'élevage à petite échelle de bovins et de petits ruminants et l'horticulture potagère ont connu une expansion rapide dans les régions périurbaines de Dakar, de Thies et de Saint-Louis au Sénégal, de même que de Greater Banjul, de Brikama et de Farafenni en Gambie. Peu d'activités ont été entreprises pour promouvoir efficacement l'échange des sous-produits entre ces deux grands systèmes périurbains, dans leur intérêt commun. Ce projet aura pour objet : 1. de réaliser une étude sur l'utilisation actuelle de l'horticulture périurbaine et d'évaluer la production éventuelle; 2. d'évaluer le rôle éventuel de ses sous-produits pour la nutrition du bétail en région périurbaine; 3. de déterminer la capacité de recyclage du système mixte; et 4. de formuler et de mettre à l'essai de nouveaux régimes d'alimentation des animaux et d'en évaluer les avantages. Le projet a pour objet d'établir un programme à long terme d'utilisation des résidus des récoltes horticoles en milieu périurbain semblable au programme de réutilisation des eaux usées de Dakar qui a été lancé à la suite de recherches financées par le CRDI.

ASR de l'objectif 2 :

- Guide des ressources de l'agriculture urbaine et sondage auprès des entités non gouvernementales canadiennes par Lifecycles, Victoria, C.-B., 13 000 \$
- Réseautage en Afrique : évaluation des intérêts et de la faisabilité et liens avec des projets précédents de gestion urbaine et d'administration municipale en Afrique orientale et australe (villes : Dakar, Dar es Salaam, Kampala, Nairobi, Harare, Johannesburg), 37 000 \$

Projet correspondant à l'objectif 3 :

Recherche en faveur du développement en agriculture urbaine : programme international de bourses - Projet cofinancé de 485 000 \$

Lors de la réunion de 1996 du SGUA, il a été recommandé qu'un programme international de bourses de recherche sur l'AU soit mis sur pied. L'IPAU mettra ce programme en marche et l'administrera au nom d'un consortium de bailleurs de fonds; il relèvera d'un comité directeur composé de représentants des organismes partenaires et d'un comité consultatif d'experts. Le plan de travail initial de cinq ans nécessitera environ 1,6 million de dollars USD par année. Compte tenu de l'expérience du Programme de recherche et de formation en économie de l'environnement (PRFEE) à Singapour, on prévoit que le CRDI assurera le financement initial pour le lancement et la mise en œuvre du programme de bourses. Selon l'IPAU, d'ici l'An 3, la contribution du CRDI devrait avoir été réduite à 25 % seulement et le reste du financement, soit 75 %, proviendra d'autres sources. Le projet pourra attirer du financement parallèle au début, mais la grande partie du cofinancement ne se réalisera que plus tard pendant la période quinquennale. La version préliminaire d'une proposition établie en avril 1997 a été examinée par l'équipe de l'IPAU et des experts de l'extérieur et a fait l'objet de discussions avec certains organismes. L'IPAU lancera le programme sur une échelle réduite en 1997-1998 et lui donnera de l'expansion au cours des deux prochaines années.

ASR de l'objectif 3 :

- Communication sur les ressources selon les sexes à des fins de recherche en faveur du développement en agriculture urbaine, 30 000 \$
- Participation, en 1998, à un atelier (dans une ville des Caraïbes ou de l'Afrique) organisé conjointement avec la Fondation allemande de développement international, 20 000 \$
- Examen externe du prospectus de l'IPAU et réunion de l'équipe, 25 000 \$

5. COMMUNICATIONS ET DIFFUSION

L'IP a élaboré une stratégie de communication et de diffusion qui est délibérément axée sur tous ses partenaires et les auditoires qu'elles désirent rejoindre. Cette stratégie comprend la production et(ou) la publication de divers documents, ainsi que la participation à des événements spéciaux au Canada à l'occasion desquels l'IP tient des kiosques où elle présente des documents qui expliquent ses buts, ses objectifs et ses activités.

Voici les publications de l'IP qui ont été diffusées jusqu'à maintenant :

- ▶ Un numéro spécial de la revue Le CRDI explore sur l'agriculture urbaine, qui a été publié en trois langues.
- ▶ Un livre publié par le CRDI sur les projets d'agriculture urbaine qu'il finance en Afrique de l'Est, en deux langues.
- ▶ Les Rapports de l'IPAU (voir l'annexe 7).
- ▶ 22 fiches documentaires sur des projets d'agriculture urbaine qui font connaître les principales personnes-ressources des projets et les publications distribuées en format papier et en format électronique.
- ▶ Des articles de journaux et des émissions radiophoniques sur l'agriculture urbaine au Canada et à l'étranger.
- ▶ Un site Web dynamique présentant toute une gamme de documents et des liens vers d'autres ressources.

L'IP continuera d'appliquer et d'améliorer cette stratégie de communication et de diffusion au cours des trois prochaines années. Les résultats des projets seront diffusés par le biais de divers modes de communication, notamment des livres et des fiches documentaires; le site Web sera maintenu et régulièrement mis à jour.

Des projets sont en cours en vue de financer des conférences électroniques, des bulletins de nouvelles dans les langues locales, un site Web et des nœuds régionaux pour diffuser de l'information du Centre mondial de ressources en agriculture urbaine, dont le siège social sera aux Pays-Bas. L'IP se propose également de produire un film sur les nombreux visages de l'agriculture urbaine et de continuer de faire connaître et de diffuser ses activités et celles de ses partenaires.

ANNEXE 1 : MEMBRES DU SUPPORT GROUP ON URBAN AGRICULTURE (SGUA)

Banque mondiale, Washington, D.C. (États-Unis)

CARE International, Atlanta (États-Unis)

City Farmer, Vancouver (Canada)

CRDI* (Centre de recherches pour le développement international), Ottawa (Canada)

DGIS *(ministère des Affaires étrangères des Pays-bas), La Haye (Pays-Bas)

ETC Netherlands, Leusden (Pays-Bas)

FAO* (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), Rome (Italie)

GTZ (Coopération technique allemande), Eschborn (Allemagne)

IIRPA (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), Washington, D.C. (États-Unis)

NRI (Natural Resources International), Kent (Royaume-Uni)

PNUD* (Programme des Nations Unies pour le développement), New York (États-Unis)

Réseau radiophonique agricole des pays en développement, Toronto (Canada)

TUAN (Réseau d'agriculture urbaine) Washington, D.C. (États-Unis)

World Sustainable Agriculture Association, West Hollywood (États-Unis)

Membres de la collectivité universitaire

* Comité directeur provisoire

ANNEXE 2 : BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Black, M. (1994). «Mega-Slums: the Coming Sanitary Crisis», WaterAid, Londres.

CCD - Comité de la crise démographique (1990). Cities: life in the world's 100 largest metropolitan areas, CCD, Washington, DC.

Commission mondiale de l'environnement et du développement (1988). Notre avenir à tous, Éditions du Fleuve, Montréal.

Egziabher, Axumite G. (1994). «Agriculture urbaine, coopératives et population urbaine pauvre à Addis-Abeba», dans Faire campagne en ville, p. 99-119. Axumite Egziabher et coll., Centre de recherches pour le développement international, Ottawa.

Egziabher, Axumite G., Diana Lee-Smith, Daniel G. Maxwell, Pyar A. Memon, Luc J.A. Mougeot, Camillus J. Sawio (1994). Faire campagne en ville : L'agriculture urbaine en Afrique de l'Est, Centre de recherches pour le développement international, Ottawa.

FAO (1996a) «Toward Universal Food Security: Draft of a Policy Statement and Plan of Action», WFS 96/3. FAO, Rome, mars.

FAO (1996b). «Food Production and Environmental Impact», WFS 96/TECH/13. FAO, Rome, juin.

Faruqui, Naser et Michel Frojmovic (1997). «Urban Water Management Exploration Final Report», Centre de recherches pour le développement international, Ottawa.

Faruqui, Naser et Michel Frojmovic (1997). «Urban Water Management in Developing Countries: Research Priorities», Actes, Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, Oslo, avril.

«Hidroponia: Una Esperanza para Latinoamerica. Memorias del Curso-taller Internacional de Hidroponia» (1997). Ouvrage collectif publié sous la direction d'Alfredo Rodriguez Delfin, (FAO, CRDI, FDA), Universidad nacional Agraria La Molina, Lima.

Izquierdo Fernandez, Juan (1997). «La hidroponia popular y su potencial en procesos de superación de la pobreza: Rol de la FAO», dans Hidroponia: Una Esperanza para Latinoamérica, p. 239-262. Ouvrage collectif publié sous la direction d'Alfredo Rodriguez Delfin. Universidad Nacional Agraria La Molina, Lima (polycopie).

Jones, Stephen (1996). «Food Markets in Developing Countries: What do we know?», Food Studies Group Working Paper 8. International Development Centre, Université d'Oxford, Oxford.

Keating (1993). «Un programme d'action», Centre pour notre Avenir à Tous.

Khoury, Nadim, John M. Kalbermatten et Carl Bartone (1994). Reuse of Wastewater in Agriculture: A Guide for Planners, Water and Sanitation Report 6. PNUD-Programme de la Banque mondiale pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, Banque mondiale, Washington, DC.

Lee-Smith, Diana et Pyar Ali Memon (1993). «L'agriculture urbaine au Kenya», dans Faire campagne en ville. p. 79-97. Op.cit.

Lewcock, Chris P. (1995). «Farmer Use of Urban Waste in Kano», Habitat International 19/2: 225-234.

Maxwell, Daniel G. (1993). «Logique de l'agriculture urbaine dans les ménages de Kampala», dans Faire campagne en ville, p. 57-77. Op. cit.

Metzger, René, Jean-Michel Centres, Laurent Thomas et Jean-Claude Lambert (1995). L'approvisionnement des villes africaines en lait et produits laitiers. Étude FAO Production et santé animales 124. FAO, Rome.

Mougeot, Luc J.A. (sous presse). «Introduction: An Improving Domestic and International Environment for African Urban Agriculture», African Urban Quarterly 11/2-3.

Mougeot, Luc J.A. (1996). «Growing green», dans un numéro spécial de People & the Planet consacré à Habitat II. 5/2: 36.

Mougeot, Luc J.A. (1994). «The rise of city farming: research must catch up with reality.», ILEIA Newsletter 10/4 (décembre): 4-5.

Mougeot, Luc J.A. (1994). «L'agriculture urbaine en Afrique d'un point de vue mondial», dans Faire campagne en ville : L'agriculture urbaine en Afrique de l'Est, p. 1-29. Egziabher et coll., Centre de recherches pour le développement international, Ottawa.

Nelson, Toni (1996). «Closing the Nutrient Loop», Worldwatch 9/6 (novembre-décembre) 10-17.

Niang, Seydou (sous presse). «Épuration et réutilisation des eaux usées domestiques en maraîchage périurbain à Dakar, Sénégal», African Urban Quarterly 11/2-3.

Ratta, Annu et Joe Nasr (sous presse). «Urban Agriculture and the African Urban Food Supply System», African Urban Quarterly 11/2-3.

Shapiro, B.I., S.K. Ehui et H.A. Fitzhugh (1995). «An analysis of constraints and opportunities in periurban dairy development in subSaharan Africa», dans Supply of Livestock Products to Rapidly Expanding Urban Populations, p. 109-119. Ouvrage collectif publié sous la direction de RT Wilson. FAO, Rome.

Smit, Jac (1996). «Farm the City.», Our Planet 8/4: 23-24.

Smit, Jac (1995). «Urban Agriculture Prospects, in Africa, Latin America and Asia.», dans Vegetable Production in Periurban Areas in the Tropics and Subtropics, p. 29-48. Op. cit.

Smit, Jac, Annu Ratta et Joe Nasr (1996a). Urban Agriculture: Food, Jobs and Sustainable Cities. Programme des Nations Unies pour le développement, série consacrée à Habitat II, Volume 1. PNUD, New York.

Smit, Jac, Annu Ratta et Janis Bernstein (1996b). Urban Agriculture: An Opportunity for Environmentally Sustainable Development in Sub-Saharan Africa». Paper no 11 of the Building Blocks for Africa 2025, Post-UNCED Series. Environmentally Sustainable Division, African Technical Department, Banque mondiale, Washington, DC.

Smith, O.B. et E.A. Olaloku (1996). «Peri-urban Livestock Production Systems», Centre de recherches pour le développement international - Dakar and International Livestock Research Institute, Addis Ababa (polycopie).

Tinker, Irene (1993). «L'agriculture urbaine nourrit déjà les villes», dans Faire campagne en ville, p. vii-xvi. Op. cit.

Van der Blik, Julie (1992). «Urban Agriculture: Possibilities for ecological agriculture in urban environments as a strategy for sustainable cities.», Fondation ETC, Leusden.

Vegetable Production in Periurban Areas in the Tropics and Subtropics - Food, Income and Quality of Life (1995). Ouvrage collectif publié sous la direction de Jurgen Richter, Wilfried H. Schnitzler et Susanne Gura, Centre pour le développement de l'alimentation et de l'agriculture, Zschortau, Allemagne.

Von Braun, Joachim, John McComb, Ben K. Fred-Mensah et Rajul Pandya-Lorch (1993). Urban Food Insecurity and Malnutrition in Developing Countries, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.

Wade, Isabel (198?). «Community Food Production in Cities of the Developing Nations», Food and Nutrition Bulletin 9/2: 29-36.

Wade, Isabel (1992) «Rooftop Gardens», Hunger Notes 18/2 (automne) 21.

Wilson, RT (1995). «Summary of the joint FAO/ILRI roundtable on livestock development strategies for low income countries», dans Supply of Livestock Products to Rapidly Expanding Urban Populations, p. 9-24. Op. cit.

World Resources Institute, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Programme des Nations Unies pour le développement, Banque mondiale (1996). World Resources 1996-97. Presses de l'Université d'Oxford, New York.

WSAA - World Sustainable Agriculture Association (1996). «Global Facility for Urban Agriculture Formed.», WSAA Newsletter 5/20 (printemps) 6.

ANNEXE 3 : RAPPORTS ET PUBLICATIONS ISSUS DES PROJETS DE L'IPAU (PUBLIÉS ENTRE 1995 ET 1997)

Agricultura urbana en América latina. Memoria. Agricultura Urbana Investigaciones Latinoamérica - AGUILA (1997). Ouvrage collectif publié sous la direction de Julio Prudencio Bohrt, La Paz, 245 p. et ann.

Albuquerque, Roberto (1996). «Agricultura urbana para o saneamento e a geração de renda na região metropolitana de Fortaleza, Estado do Ceara, Brasil - Estudo de viabilidade de hortas e arborização com frutíferas no Mutirao Serra Azul em Maracanaú.» Grupo de Pesquisa e Intercambios Tecnológicos GRET Urbano, Fortaleza, 52 p. (décembre). 95-0012

Albuquerque, Roberto (1996). «Estudo de viabilidade das lagoas de estabilização da Comunidade Habitacional Renascer Dias Macedo.» Grupo de Pesquisa e Intercambios Tecnológicos GRET Urbano, Fortaleza, 21 p. (décembre). 95-0012

Albuquerque, Roberto (1996). «Estudo de viabilidade para desenvolvimento da piscicultura na Comunidade de Amanari em Maranguape.» Grupo de Pesquisa e Intercambios Tecnológicos GRET Urbano, Fortaleza, 37 p. (décembre). 95-0012

Cabannes, Yves (1997). «Agriculture urbaine pour l'assainissement et la création de revenus dans l'agglomération de Fortaleza, État du Ceara, Brésil. Rapport technique final.» (Également en portugais.) Grupo de Pesquisa e Intercambios Tecnológicos GRET Urbano, Fortaleza, 82 p. et ann. (janvier). 95-0012

Centro de Estudos, Articulação e Referencia sobre Assentamentos Humanos CEARAH PERIFERIA (1997). «Agronomia Urbana na Região Metropolitana de Fortaleza: Inventário de Práticas Populares e de Projetos». CEARAH PERIFERIA, Fortaleza, 115 p. (avril). 95-0011

Centro de Estudos, Articulação e Referencia sobre Assentamentos Humanos CEARAH PERIFERIA (1997). «Agronomia Urbana na Região Metropolitana de Fortaleza: Anexos». Comprend des recensions établies par CIDADES sur l'agriculture urbaine (résumés en portugais du Rapport 16 de l'IPAU et du livre Faire campagne en ville, recension des systèmes communs de production de l'AU, formulaires d'entrevues sur le terrain et études de cas, questionnaires pour les études de cas). CEARAH PERIFERIA, Fortaleza. 95-0011

Collombon, Jean-Marie, Gil Garcin, Nicolas Varlet (1996). «Valorização da produção de plantas aromáticas na Região Metropolitana de Fortaleza - Estratégias para um desenvolvimento sustentável e propostas para um Programa Piloto em Pacatuba.» Grupo de Pesquisa e Intercambios Tecnológicos GRET Urbano, Fortaleza, 30 p. (novembre). 95-0012

Dar es Salaam City Council en collaboration avec le Dar es Salaam Agricultural Regional Headquarters (1995). «Rehabilitation of Horticultural Gardens in Dar es Salaam City through Sustainable Dar es Salaam Project: Recommendations and Budget Estimates.» Dar es Salaam City Council, Dar es Salaam, 50 p. (mai). 93-0037

Dennerly, Pascale (1995) «Inside Urban Agriculture: An Exploration of Food Producer Decision-Making in a Nairobi Slum.» Thèse de maîtrise présentée au Département de l'agriculture écologique et au Département de sociologie du développement rural, Université agricole de Wageningen, Wageningen, Pays-Bas, 142 p. 94-0015

Environnement et Développement ENDA-ZW (1997). «Urban Agriculture in Harare: Household nutrition, economic costs and benefits. Results of household monitoring interviews conducted between September 1996 and April 1997.» ENDA-ZW, Harare, 32 p. et ann. 95-0007

Environnement et Développement ENDA-ZW (1996). «Urban Agriculture in Gweru: Proceedings of a one-day workshop organized by ENDA-Zimbabwe, Midlands Hotel, Gweru.» ENDA-ZW, Harare, 24 p. et ann. (octobre). 95-0007

Environnement et Développement ENDA-ZW (1996). «Urban Agriculture in Gweru: Results and recommendations of a household survey conducted in Gweru during March/April 1996.» ENDA-ZW, Harare, 95 p. et ann. 95-0007

Environnement et Développement ENDA-ZW (1996). «Urban Agriculture in Harare: Results and recommendations of a household survey conducted in Harare.» ENDA-ZW, Harare, 102 p. et ann. 95-0002

Environnement et Développement ENDA-ZW (1996). «Urban Agriculture in Zimbabwe: realities and prospects. Proceedings of a workshop organized by ETC International and ENDA-Zimbabwe.» ENDA-ZW, Harare, 38 p. (juin). 95-0007

Environnement et Développement ENDA-ZW (1994). «Urban Agriculture in Harare». Rapport final. ENDA-ZW, Harare, 47 p. et ann. 93-0024

«Hidroponia: Una esperanza para Latinoamérica» (1997). Ouvrage collectif publié sous la direction d'Alfredo Rodrigues Delfin, Universidad Nacional Agraria La Molina, Curso-Taller Internacional, 25-29 mars 1996, Lima, 393 p. 96-5751

Kishimba, M.A. (1996). «Urban Agriculture in Dar es Salaam: How Polluted Are the Irrigation Waters?». Département de chimie, Université de Dar es Salaam, Dar es Salaam, 11 p. 93-0037

Kyessi, Alphonse (1996). «City Expansion and Urban Agriculture in Dar es Salaam: Lessons for Planning.» Centre d'étude sur les établissements humains, Institut Ardhi, Dar es Salaam, 16 p. (mai) 93-0037

Mawoneke, D., D. Sithole, P. Sola, et N. Shade (1995). Impact of Urban Agriculture on the Environment: Study carried out in the cities of Harare and Gweru. ENDA - Zimbabwe, 82pp. (décembre) 95-0007

Mwaiselage, Agnes A. (1996). «Actors in Urban Agriculture in Dar es Salaam. Potential and Constraints.» Centre d'études sur les établissements humains, Institut Ardhi, Dar es Salaam, 17 p. (mai). 93-0037

Proceedings of a One-Day Workshop on Urban Agriculture in Dar es Salaam (1996). Ouvrage collectif publié sous la direction de Camillus J Sawio et M.A. Kishimba, Département de géographie et Département de chimie, Université de Dar es Salaam, Dar es Salaam, 64 p. et ann. (novembre) 93-0037

Proyecto Manejo de Desechos Solidos y Agricultura Urbana en la Ciudad de Santiago de Los Caballeros (1997). "Primer Informe Tecnico". 25pp. (décembre) 002759

Réseau radiophonique agricole des pays en développement (RRAPD) (1997). Urban Agriculture Script Series: Final report. Également textes des émissions 39-1 Grow vegetable vines in small spaces, 39-2 Garden on your rooftop, 39-6, Raising guinea pigs for meat or money, 41-2 Reduce lead in city gardens, 41-5 Gardening in tires, 41-11 Growing fruit in the city. RRAPD, Toronto, 19 p. (juillet) 02763

Sawio, Camillus J. (1997). «Proposition Paper Managing Urban Agriculture in Dar es Salaam.», présenté dans le cadre d'un atelier de consultation de deux jours sur la rédaction du Plan stratégique de développement urbain de Dar es Salaam. Département de géographie, Université de Dar es Salaam, Dar es Salaam, 66 p. (février) 93-0037

Sawio, Camillus J. (1996). «Urban Agriculture in Dar es Salaam, Environmental Planning and Management Process.», Département de géographie, Université de Dar es Salaam, 21 p. (mai) 93-0037

Sawio, Camillus, (1994). «Urban Agriculture and Urban Poverty.», Département de géographie, Université de Dar es Salaam, Dar es Salaam, 20 p. (avril) 93-0037

Sawio, Camillus C., R Tuvana, H. Ngoka et D. Ally (1996). «NRI Pilot Project on urban Vegetable & Fruit Farming in Mbutu and Buguruini-Vingunguti in Dar es Salaam, Tanzania: Evaluation Report on Effectiveness of Farmers' Training on the Use of Traditional/Biological Pest Control Methods (IPM).» Département de géographie, Université de Dar es Salaam, Bureau régional de vulgarisation agricole de la région de Dar es Salaam, Dar es Salaam, 12 p. 93-0037

Thang, Vu Quyet (1996). «Effects of Sewage Utilisation on Fish Farming and Irrigation (Vietnam)», Université nationale du Vietnam, Hanoi, 190 p. (mars). 93-8012

Titus, Douglas M. (1995). «Engineered Ponds and Wetland System for Treatment of Urban Wastewater, Battambang, Cambodia.» Rapport du troisième trimestre, 33 p. et ann. (juillet). 94-0012

Titus, Douglas M. et Chou Meng Tarr (1995). «Engineered Ponds and Wetland System for Treatment of Urban Wastewater. Battambang, Cambodia.», Rapport du premier trimestre, 60 p. et ann. (avril). 94-0012

Van Der Eynde, Patrick Bodart (1996). «Tratamento e reutilização de águas servidas a serviço da agricultura urbana e da melhoria sanitária no Eusébio. Estudo de viabilidade.», Grupo de Pesquisa e Intercambios Tecnológicos GRET Urbano, Fortaleza, 47 p. (décembre). 95-0012

ANNEXE 4 : RAPPORTS DE L'INITIATIVE DE PROGRAMME AGRICULTURE URBAINE

1. Urban Agriculture Research in East & Central Africa: Record, Capacities and Opportunities, par Camillus J. Sawio, Université de Dar es Salaam (1993).
2. Urban Agriculture Research in East Africa: Record, Capacities and Opportunities, par Davinder Lamba, Institut Mazingira (1993).
3. Urban Agriculture Research in East & Southern Africa I: Record, Capacities and Opportunities, par Kadmiel H. Wekwete, Université du Zimbabwe (1993).
4. Urban Agriculture Research in East & Southern Africa II: Record, Capacities and Opportunities, par Admos Chimbwau et Davison Gumbo, ENDA-Zimbabwe (1993).
5. Urban Agriculture Research in West Africa: Record, Capacities and Opportunities, par Souleymane Diallo, ENDA-Tiers Monde (1993).
6. Urban Agriculture Research in East & Southeast Asia: Record, Capacities and Opportunities, par Yue-man Yeung, Université chinoise de Hong Kong (1993).
7. Urban Agriculture Research in Latin America: Record, Capacities and Opportunities, par Julio Prudencio Bohrt, UNITAS (1993).
8. Urban Food Production: Evolution, Official Support, and Significance, par Luc J.A. Mougeot, Centre de recherches pour le développement international (1994).
9. Promoting Urban Agriculture: Strategy Framework for Planners in North America, Europe, and Asia, par Paul Sommers et Jac Smit, Réseau d'agriculture urbaine (1994).
10. Urban Agriculture and the Sustainable Dar-es-Salaam Project, Tanzania, par Camillus Sawio, coordonnateur de projet du CNUED-CRDI (1994).
11. Une histoire de deux villes: Canadian Community Gardening in Montreal and Toronto, par Sean Cosgrove, Conseil de la politique alimentaire de Toronto (1994).
12. Urban Agriculture: Can Planners Make a Difference? par Timothy Greenhow, SWEDEPLAN/Conseil national suédois du logement, de la construction et de la planification (1994).
13. Agricultura urbana en América latina: evaluación in situ para iniciativa regional, par Julio Prudencio Bohrt, consultant du CRDI (1994).
14. L'agriculture urbaine en Afrique tropicale: évaluation in situ pour initiative régionale, par Kando Golhor, consultant du CRDI (1995).
15. Cities Feeding People Project Fact Sheets, par Pascale Dennery, Centre de recherches pour le développement international (1995).
16. Urban Agriculture in Canada: A Survey of Municipal Initiatives in Canada and Abroad, par Michel Frojmovic, consultant du CRDI (1996).
17. The Third Meeting of the Support Group on Urban Agriculture (SGUA): Actes, 18-19 mars 1996, CRDI, Ottawa, Canada, par le CRDI (1996).
18. Urban Agriculture, Progress and Prospect: 1975-2005, par Jac Smit, Réseau d'agriculture urbaine (TUAN) (1996).
19. Urban Agriculture: a Survey of Academic Expertise and Programs in Canada, par Rita Lindayati, stagiaire au CRDI (1996).

ANNEXE 5 : RÉUNION DE CONSULTATION SUR LE PROSPECTUS DE L'IPAU, NAIROBI (KENYA)

OCTOBRE 1997

Synopsis

En octobre 1997, un groupe d'experts, représentant divers organismes et institutions, disciplines et régions géographiques, s'est rassemblé à Nairobi (Kenya). L'objet de cette réunion était de créer une tribune pour le dialogue, la discussion et le débat sur le prospectus de l'initiative de programme Agriculture urbaine.

Les résultats sont allés bien au-delà de l'objectif de départ. Non seulement le rassemblement a-t-il suscité une vaste gamme de commentaires et d'idées sur le document, mais encore a-t-il facilité et resserré les liens personnels et professionnels entre les personnes s'intéressant à l'agriculture urbaine et y travaillant.

Des séances plénières et des groupes de travail ont permis aux participants d'exprimer leurs préoccupations, leurs questions et leurs éloges sur de nombreuses sections du document. Ce processus a permis à l'équipe de l'IPAU d'améliorer le contenu, et de rehausser et de préciser l'articulation des objectifs et du programme institutionnel de l'IP. Les questions suivantes ont été soulevées pendant l'atelier :

Contexte et énoncé de mandat

- précision de la définition de l'AU
- raffermissement de la justification de l'IP
- vision du rôle de l'AU dans le développement (énoncé de mission)
- distinction entre niveaux hiérarchiques (p. ex., ménage, local, régional, mondial)
- mise en lumière des défis de l'AU
- contexte de la mondialisation
- énoncé détaillé des leçons tirées des activités passées de l'IPAU

Buts et objectifs

- déroulement logique (hiérarchique) du document
- précision des liens entre les niveaux local, régional et mondial
- prise en compte du niveau des ménages
- raffermissement de l'élément « rôles masculins et féminins »
- raffermissement de l'objectif 2 (régional)
- caractère approprié des domaines de recherche
- utilisation de l'approche systèmes (avantages généralisés de l'AU)

Stratégie de programme

- prise en compte des enjeux du traitement et de l'utilisation ou de la réutilisation intégrés des déchets; sol; technologies propres pour les activités qui font une utilisation rationnelle de l'espace; aquaculture
- stratégies pour influencer les autorités municipales
- mesure des retombées de la recherche
- critères de sélection des partenaires et des institutions de recherche
- sélection géographique des projets

Surveillance et évaluation

- ▶ continuité du document
- ▶ domaines de recherche qui se recoupent (p. ex., planification, rôles masculins et féminins et moyens de subsistance, santé, environnement)
- ▶ précision du cadre d'évaluation

Le succès de l'atelier sur le prospectus de l'IPAU est dans une large mesure attribuable à la participation enthousiaste des examinateurs externes, qui ont partagé leurs critiques constructives et leur expertise dans un cadre de multidisciplinarité et de collaboration. Dans un retour sur l'atelier, de nombreux participants ont marqué leur intention d'intégrer des démarches plus holistiques de la recherche sur l'AU à leur organisme. Le maillage et les partenariats nés de cet échange ont donné lieu à toute une gamme de partenariats qui prendront leur envol au fur et à mesure que la recherche sur l'agriculture urbaine continuera de prendre de l'ampleur et de la vigueur.

Liste des conseillers externes

Graham Alabaster

CNUEH (Habitat), Nairobi

gestion intégrée des déchets solides pour la création de revenus

Hubert de Bon

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement -

CIRAD, Montpellier (France)

horticulture urbaine et périurbaine

David Drakakis-Smith

Département de géographie, Université de Liverpool

développement urbain

Diana Lee-Smith

Institut Mazingira, Nairobi

recherche sur les rôles masculins et féminins et recherche-action

Julio Moscoso

Centro Panamericano de Ingenieria Sanitaria y Ciencias del Ambiente - CEPIS, Lima (Pérou)

traitement et réutilisation des eaux usées

Bernard Muchiri

Help Self Help, Nairobi

AU et création de revenus au niveau communautaire

Alice Mwangi

Unité de nutrition humaine appliquée, Université de Nairobi

nutrition et développement communautaire intégré

Peter Njenga

Société Undugu, Nairobi

développement communautaire intégré

Robert A. Obudho

Rédacteur en chef, African Urban Quarterly, Nairobi

Esther Ofei-Aboagaye

Ghana Institute of Management and Public Administration, Accra, Ghana

emploi et équité du travail

Carole Rakodi

Department for International Development - ODA, Nairobi

rôles masculins et féminins, pauvreté urbaine, exercice du pouvoir

Barry Shapiro

ILRI, Addis Ababa (Éthiopie)

petite exploitation laitière axée sur le marché

Rafael Yunen (commentaires écrits)

Centro de Estudios Urbanos y Regionales - CEUR, République dominicaine



gestion des déchets